



AU NORD DE L'HÉGÉMON.
L'impact des élections américaines de 2008 sur le Québec

Karine Prémont et Frédérick Gagnon



Avant-propos

Cette note de recherche fut préparée en juin 2008 par Frédérick Gagnon et Karine Prémont à l'attention du ministère des Relations internationales du Québec (MRI). Son but premier était d'aider les décideurs à appréhender les résultats des élections primaires américaines et de l'élection présidentielle de 2008. À quelques semaines du scrutin du 4 novembre 2008, la Chaire Raoul-Dandurand a décidé de rendre cette note publique, car elle contient une somme d'informations susceptible d'aider les Québécois et les Québécoises à saisir l'importance des élections américaines pour le Québec et le Canada. Les lecteurs trouveront ici des clés pour comprendre la mécanique des élections américaines, les principales courses à surveiller au Congrès ainsi que le possible impact de ces élections sur le Québec.

LES ÉLECTIONS AMÉRICAINES DE 2008 ET LEUR INCIDENCE SUR LE QUÉBEC

Pour la première fois depuis 1952, aucun président ou vice-président sortant ne participera à la prochaine élection présidentielle américaine. Les élections primaires déclenchées en janvier dernier sont également inédites : elles se solderont par la nomination du premier Afro-américain ou de la première femme comme candidat(e) à la présidence et promettent d'être les plus coûteuses de l'histoire.

Après la victoire démocrate aux élections législatives de 2006, 2008 est une année déterminante pour les républicains. Sauront-ils se défaire de l'image négative que leur lèguent le président George W. Bush et les anciens leaders républicains du Congrès comme Tom Delay et Dennis Hastert ? Le fiasco irakien, les soins de santé et l'assurance maladie, l'économie, l'immigration illégale et les questions environnementales sont au cœur des débats. L'image, la crédibilité et la personnalité des candidats sont aussi cruciales dans le choix des électeurs, comme en témoigne le phénomène « d'Obamanie » (*Obamania*) dont fait l'objet le meneur du côté démocrate.

Cette note vise à prendre la mesure des développements et des résultats des primaires de 2008. En plus de présenter les enjeux qui sont au cœur de la campagne présidentielle, elle offre aux décideurs québécois quelques clés pour comprendre la mécanique électorale américaine, surveiller les courses importantes au Congrès et aux postes de gouverneurs d'États et appréhender l'impact de toutes ces élections sur le Québec.

Nos principales conclusions vont comme suit :

1. L'impact de l'élection présidentielle sur les relations entre le Québec et les États-Unis risque d'être moins important que le veut la croyance d'une majorité de Québécois :
 - les trois principaux candidats — Barack Obama, Hillary Clinton et John McCain — ne proposent pas de refonte de la politique américaine envers le Canada et le Québec ;
 - les États-Unis pourraient devenir plus protectionnistes si le prochain président était démocrate, mais les récents commentaires anti-ALÉNA de Clinton et d'Obama relèvent davantage de calculs électoralistes que d'une réelle volonté de changement ;
 - peu importe l'issue de l'élection présidentielle, l'arrivée d'un nouveau président américain contribuera à apaiser l'antiaméricanisme et à améliorer l'image des États-Unis au Québec.
2. Les élections au Congrès et aux postes de gouverneurs d'États seront aussi, sinon plus importantes, pour le Québec que l'élection présidentielle :

- la marge de manœuvre du prochain président américain sera déterminée en grande partie par le résultat des élections au Congrès et par l'état des forces au sein de la Chambre des représentants et du Sénat ;
- les démocrates sont en bonne position pour accroître leurs majorités d'une dizaine de siège à la Chambre des représentants, et de deux ou trois sièges au Sénat. Leur majorité au Sénat ne sera cependant pas suffisamment importante pour leur permettre de diriger le processus législatif à leur guise ;
- si le prochain président est démocrate, il devra donc faire des compromis pour satisfaire la minorité républicaine au Sénat, qui pourra recourir à des manœuvres dilatoires et obstructionnistes pour empêcher l'adoption des projets chers à la Maison-Blanche ;
- si John McCain est le prochain président, le Congrès démocrate et la Maison-Blanche devront faire des compromis et gouverner plus au centre qu'ils ne le voudraient afin d'éviter les blocages législatifs et politiques ;
- peu importe l'issue de l'élection présidentielle, la dynamique politique au Congrès empêchera donc souvent les changements rapides de la politique américaine, et ce, dans tous les secteurs ;
- le Québec pourrait perdre quelques alliés au Congrès, comme les sénateurs Norm Coleman (républicain – Minnesota) et John Sununu (républicain – New Hampshire), mais cela ne bouleversera pas l'orientation générale du Congrès à propos des enjeux chers au Québec, comme la sécurité à la frontière et les relations commerciales ;
- le gouvernement du Québec devra bâtir des ponts avec un nouveau gouverneur au Missouri à partir de janvier 2009. De nouveaux gouverneurs pourraient également être élus en Indiana et dans l'État de Washington, deux États avec lesquels le Québec a des relations étroites ;
- le gouvernement du Québec n'aura pas à établir de relations avec de nouveaux gouverneurs dans les États voisins du Vermont, du New Hampshire et du Maine, ainsi que dans l'État de New York.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	2
Liste des figures	5
Liste des tableaux	6
Introduction	7
1. La course à la présidence : le retour des démocrates à la Maison-Blanche ?	8
1.1 Présentation du contexte électoral	
<i>Un bref bilan de l'administration Bush</i>	
<i>Les principales étapes de la campagne électorale</i>	
<i>Les États-pivots</i>	
<i>Le contexte médiatique et les tendances de l'opinion publique</i>	
1.2 Présentation des candidats démocrates et républicain	
<i>Les candidats</i>	
<i>La comparaison des positions des candidats sur les principaux enjeux</i>	
<i>La lutte pour le financement</i>	
<i>Le rôle des autres acteurs</i>	
2. Les courses au Congrès et aux postes de gouverneurs : une autre année démocrate après la victoire de 2006 ?	41
2.1 Les élections au Congrès	
<i>Les élections à la Chambre des représentants</i>	
<i>Les élections au Sénat</i>	
2.2 Les élections aux postes de gouverneurs	
<i>Le Vermont, le New Hampshire et les États voisins du Québec</i>	
<i>L'Indiana</i>	
<i>Le Missouri</i>	
<i>L'État de Washington</i>	
Conclusion : incidences sur le Québec	56
Bibliographie sélective	61

LISTE DES FIGURES

1.1 Les résultats des primaires démocrates	14
1.2 Les résultats des primaires républicaines	14
1.3 La répartition des grands électeurs par État	19
1.4 Les États-pivots	20
1.5 Sondages nationaux : Clinton contre Obama	22
1.6 Sondages nationaux : Clinton contre McCain	22
1.7 Sondages nationaux : Obama contre McCain	23
1.8 Achalandage des sites officiels des candidats, par semaine	24
1.9 Présence des candidats sur les blogues	24
1.10 Nombre d'« amis » des candidats sur MySpace	24
1.11 Nombre cumulatif de recherches pour chacun des candidats sur YouTube.com	25
1.12 Nombre d'« amis » des candidats sur Facebook	25
1.13 Temps d'antenne moyen accordé dans un bulletin de nouvelles télévisé aux candidats des élections présidentielles (en secondes)	27
1.14 Pourcentage de la population américaine en âge de voter qui regarde les débats présidentiels à la télévision	28
1.15 Fonds amassés par les candidats depuis 2007	35
1.16 D'où proviennent les fonds d'Hillary Clinton ?	36
1.17 D'où proviennent les fonds de Barack Obama ?	36
1.18 D'où proviennent les fonds de John McCain ?	37
2.1 La répartition des sièges de la Chambre des représentants entre les États américains	43
2.2 Les 33 élections sénatoriales de 2008	49
2.3 Les 11 élections de 2008 à des postes de gouverneurs d'États	52

LISTE DES TABLEAUX

1.1 Les délégués et les superdélégués	16
1.2 Nombre de publicités durant les primaires	23
1.3 Sources de nouvelles utilisées par les électeurs durant les campagnes électorales présidentielles	26
1.4 Contenu des publicités durant les campagnes présidentielles, 1952-2004	28
1.5 Nombre de fois que chacun des enjeux a été abordé par les candidats entre mars et mai 2008	32
1.6 La position des candidats sur les principaux enjeux	33
2.1 Courses à surveiller en 2008 à la Chambre des représentants	48
2.2 Courses à surveiller en 2008 au Sénat	50

INTRODUCTION

L'intérêt des Québécois pour les élections présidentielles des États-Unis est très marqué cette année et s'explique de nombreuses façons. En effet, outre le caractère historique de cette course, la proximité géographique, le tourisme et les échanges commerciaux entre les États-Unis et le Québec contribuent assurément à l'intérêt de la moitié des Québécois pour les primaires américaines¹. Les médias ne font pas exception : de toutes les nouvelles internationales diffusées par les journaux et la télévision québécoise depuis janvier 2008, 80 % concernent les élections américaines².

Ce fort intérêt des Québécois pour l'élection de 2008 cache toutefois une réalité — pour le moins paradoxale —, qu'une présentation de la mécanique, du contexte, des candidats et des enjeux de l'élection présidentielle permettra de mettre en relief. En effet, même s'il est vrai que plusieurs enjeux de la présidentielle rejoignent les priorités des Québécois, notamment l'économie, la sécurité à la frontière, les soins de santé et la guerre en Irak, le choix du prochain président américain risque d'avoir un impact beaucoup moins significatif sur le Québec que ne le veut la croyance populaire. Il est, par exemple, peu probable que le vainqueur de l'élection propose une refonte de la politique américaine envers le Canada et le Québec. Qui plus est, à moins d'événements extraordinaires se produisant d'ici le jour du scrutin, les courses au Congrès et aux postes de gouverneurs qui auront également lieu le 4 novembre apporteront peu de changements à Washington D.C. et dans les États avec lesquels le Québec entretient ses relations les plus étroites, comme l'État de New York, le Vermont et le New Hampshire. Au final, les incidences politiques et économiques des élections de 2008 sur le Québec seront donc beaucoup moins importantes que l'attention que nous aurons portée à la course.

Pour autant, cela ne signifie pas que le résultat du scrutin ne modifiera en rien notre relation avec les États-Unis. C'est pourquoi la présente note offre des clés utiles pour répondre aux questions qui préoccupent le plus les Québécois à cinq mois de l'élection américaine : quel sérieux doit-on accorder aux discours protectionnistes de

¹ Sondage Unimarketing, *La Presse*, 4 février 2008, p. A2.

² Jean-François Dumas, « Le sens des priorités », *L'Actualité*, 31 mars 2008, [<http://blogues.lactualite.com/presidentielle2008/?m=200803>]. Il faut toutefois ajouter que les nouvelles internationales ne représentent que 0,7 % des nouvelles diffusées au Québec.

Barack Obama et d’Hillary Clinton? Quels alliés le Québec perdra-t-il au Congrès et quel impact cela aura-t-il sur l’orientation générale de cette puissante institution en ce qui a trait à des dossiers chers au Québec, comme la sécurité à la frontière et le commerce ? La fin du règne de George W. Bush mettra-t-elle un terme à la montée en force de l’antiaméricanisme au Québec ? Le Québec devra-t-il bâtir des ponts avec de nouveaux gouverneurs dans des États avec lesquels il fait affaire? Les démocrates conserveront-ils le contrôle des deux Chambres du Congrès? Effectueront-ils un retour à la Maison-Blanche?

1. LA COURSE À LA PRÉSIDENTENCE : LE RETOUR DES DÉMOCRATES À LA MAISON-BLANCHE ?

Dès l’annonce des candidats en vue de l’élection présidentielle de 2008, les sondages et les spécialistes affirmaient qu’Hillary Clinton, chez les démocrates, et Rudy Giuliani, chez les républicains, se retrouveraient face-à-face lors de l’élection générale en novembre. Mais ces primaires se sont révélées être les plus imprévisibles qu’on pouvait imaginer : Giuliani n’a jamais été dans la course, alors qu’un inconnu, Mike Huckabee, est venu brouiller les cartes et affaiblir Mitt Romney, permettant ainsi à John McCain, l’éternel deuxième, de remporter rapidement et facilement le nombre de délégués requis pour obtenir la nomination du parti républicain. Du côté démocrate, la lutte a été plus serrée que prévu : Hillary Clinton, déclarée battue à de nombreuses reprises mais réussissant toujours à revenir en force, a finalement été devancée par Barack Obama à la toute fin de la saison des primaires. D’ailleurs, au moment de rédiger cette note, Clinton pourrait encore obtenir la nomination de son parti advenant un appui massif — et fort improbable — des superdélégués lors de la convention nationale des démocrates en août³.

³ Pour cette raison, nous présenterons les candidatures et les positions politiques des deux candidats démocrates encore en lice en date du 19 mai 2008.

1.1 Présentation du contexte électoral

Avant de présenter les candidats présidentiels, il nous semble important d'expliquer le contexte électoral général, tout d'abord par un bref bilan de l'administration Bush et de son impact sur la présente campagne. En effet, le président Bush laisse les États-Unis dans une situation économique pénible alors que la guerre en Irak ne semble pas trouver de solutions politiques. Nous parlerons ensuite de la mécanique des élections présidentielles, très complexe, et de l'importance grandissante des États-pivots lors de l'élection de novembre. Finalement, nous aborderons le contexte médiatique et les tendances de l'opinion publique depuis le début des primaires, en janvier 2008 : les dépenses publicitaires représentent le poste budgétaire le plus substantiel des candidats, alors que l'intérêt médiatique sans précédent que suscite cette campagne influence certainement plusieurs électeurs.

Un bref bilan de l'administration Bush

Les huit années de la présidence de George W. Bush se solderont par un bilan peu enviable : de graves problèmes économiques, des divisions idéologiques profondes au sujet de l'immigration, une guerre impopulaire et apparemment interminable en Irak, de même que des politiques intérieure et extérieure dont les faiblesses ont été révélées par des tragédies (11 septembre 2001, ouragan Katrina), et dont les errances ont donné lieu à une perte de prestige et de crédibilité sur la scène internationale. Toutefois, l'administration Bush peut se targuer de quelques succès, notamment au chapitre de la sécurité nationale — les États-Unis n'ont été la cible d'aucune attaque terroriste depuis les attentats de 2001 — et à celui de la stabilité du taux de chômage, maintenu autour de 5 %, malgré les difficultés économiques que connaît le pays depuis environ deux ans.

La sécurité nationale n'a pas encore été abordée de front durant les primaires, mais John McCain et les républicains espèrent centrer leur campagne sur cet enjeu. Cela devrait avantager John McCain, puisque les électeurs associent positivement le parti républicain à la sécurité nationale : 60 % des Américains croient que ce parti est le plus

compétent à cet égard (contre 19 % pour le parti démocrate)⁴. De plus, McCain peut bénéficier des succès de l'Administration Bush dans ce domaine étant donné qu'il a appuyé à peu près toutes les initiatives du président. D'ailleurs, les démocrates insistent de plus en plus pour dire que l'élection de McCain à la présidence reviendrait à donner un troisième mandat à George W. Bush⁵.

La question de l'Irak est plus délicate : depuis l'envoi de troupes supplémentaires en 2007, la situation semble s'améliorer ou, du moins, est moins préoccupante qu'en 2004 et 2005. Même si la guerre demeure impopulaire, la perception que les gens en ont a changé. De ce fait, le parti républicain est encore perçu, à l'heure actuelle, comme étant davantage en mesure de bien gérer la situation (50 % contre 34 % pour le parti démocrate)⁶. McCain n'est donc pas associé à la conduite chaotique de la guerre, mais plutôt à son amélioration.

Les problèmes économiques des États-Unis sont déjà au cœur des débats entre les candidats. Si Bush a pu circonscrire les dégâts l'an dernier, la situation s'est détériorée depuis quelques mois en raison de l'augmentation du prix du pétrole. Le fait que McCain ait lui-même reconnu son incompétence en ce domaine pourrait fort bien jouer contre lui.

Les échecs les plus spectaculaires de l'administration Bush favorisent naturellement les démocrates : non seulement les décisions de la Maison-Blanche au sujet de l'immigration et de la santé ont permis de consolider les positions démocrates, mais elles ont surtout contribué à diviser les républicains. Le résultat final a été un net recul du conservatisme aux États-Unis, particulièrement de la droite religieuse, ouvrant ainsi la voie à John McCain au détriment de Mike Huckabee et, surtout, de Fred Thompson. Sur les questions de politique intérieure, c'est donc le parti démocrate qui profite du bilan négatif de Bush : les Américains affirment que leurs candidats sont plus aptes que McCain à s'occuper des questions liées à l'économie (56 % contre 28 %), à l'immigration (42 % contre 38 %) et à la santé (63 % contre 19 %)⁷.

⁴ Sondage New York Times/CBS News, 25-29 avril 2008, [http://graphics8.nytimes.com/packages/pdf/politics/20080501_POLL.pdf], p. 26-27.

⁵ Discours de soutien de John Edwards à l'égard de Barack Obama, 14 mai 2008 ; Karine Prémont, « Qui surveille McCain ? », *La Presse*, 17 avril 2008, p. A16.

⁶ Sondage New York Times/CBS News, 25-29 avril 2008, [http://graphics8.nytimes.com/packages/pdf/politics/20080501_POLL.pdf], p. 26-27.

⁷ *Ibid.*

En somme, l'impopularité actuelle de George W. Bush⁸ agit sur la campagne présidentielle : John McCain doit se dissocier des erreurs de l'administration en place tout en ne perdant pas l'appui des républicains les plus conservateurs. Barack Obama et Hillary Clinton, pour leur part, doivent apprendre à tirer plus d'avantages des déboires républicains pour séduire les plus modérés de ceux-ci ou, de façon plus réaliste, les indépendants qui ont voté pour McCain durant les primaires.

Les principales étapes de la campagne électorale

Le système électoral américain est unique au monde : complexe, lourd, souvent peu démocratique, il oblige les candidats à faire campagne pendant plus d'un an. Pour mieux en comprendre les mécanismes, nous pouvons diviser la campagne présidentielle en cinq étapes principales : les primaires, les conventions nationales, la campagne nationale, l'élection générale et l'investiture du nouveau président.

Les primaires

Habituellement, les élections primaires se tiennent de février à juin lors de l'année électorale, et visent, pour chacun des partis politiques, à déterminer le candidat de l'élection présidentielle de l'automne. Vu l'importance accordée aux États qui tiennent les premières primaires, ceux-ci ont presque tous devancé la date de leur scrutin en 2008, forçant ainsi la tenue du premier scrutin dès le 3 janvier. D'ailleurs, le Michigan et la Floride ont été punis par le Comité national du parti démocrate (DNC), parce qu'ils n'ont pas respecté la date qui leur avait été attribuée pour la tenue de leurs primaires⁹. C'est l'Iowa qui tient historiquement les premiers caucus, alors que le New Hampshire présente

⁸ Taux de 65 % au 28 avril 2008, selon le Pew Research Center for the People and the Press, [<http://pewresearch.org/databank/dailynumber/?NumberID=12>].

⁹ Nous saurons le 31 mai si ces deux États pourront recommencer leurs primaires, puisqu'ils en ont appelé de cette décision. Stratégiquement, c'est Hillary Clinton qui bénéficiera le plus d'une reprise des primaires dans ces États puisqu'elle était la seule candidate démocrate inscrite sur le bulletin de vote. Dans le cas où la décision confirmerait l'absence des délégués du Michigan et de la Floride lors de la convention nationale, cela pourrait aliéner les quelque deux millions de personnes qui ont voté lors des primaires de ces États. Si les États peuvent reconduire leurs primaires, les candidats démocrates devront obtenir 2209 délégués pour gagner la nomination de leur parti (plutôt que 2025).

la première primaire. Cette étape permet aux partis politiques de choisir les délégués qui se rendront à la convention nationale de la fin de l'été, pendant laquelle sera officiellement nommé le candidat présidentiel. Il s'agit donc d'une élection indirecte du candidat présidentiel dans chacun des partis : les électeurs votent pour des délégués qui appuient le candidat x ou y, et les délégués élus vont ensuite voter à la convention pour le candidat qu'ils représentent. Ce processus interne que sont les primaires n'attire en général qu'un faible pourcentage d'électeurs (autour de 30 %)¹⁰, mais le caractère unique des élections de 2008 risque de faire augmenter ce taux d'une dizaine de points, notamment en raison de la plus forte participation des jeunes, des femmes et des Afro-américains.

Les élections primaires sont organisées par les États ou par les partis politiques. Dans le premier cas, les primaires ressemblent à une élection traditionnelle, pour laquelle les gens votent de manière confidentielle. Une primaire fermée signifie que seuls les électeurs enregistrés du parti peuvent participer, alors qu'une primaire ouverte permet aux indépendants de faire entendre leur voix pour l'un ou l'autre des partis¹¹. Si ce sont les partis politiques qui organisent les élections primaires, on parle plutôt de caucus : cette élection ressemble à une réunion communautaire pendant laquelle les électeurs discutent avec les délégués, puis font leur choix à main levée à la fin de la rencontre. En 2008, seulement 14 États ont choisi de ne pas financer de primaires, obligeant ainsi les partis politiques à organiser des caucus¹². Le nombre de délégués attribués est proportionnel au résultat dans le cas du parti démocrate (moyennant l'obtention d'un minimum de 15 % des voix), alors que les délégués républicains sont, à de rares exceptions, élus selon le mode du *winner-take-all* : le candidat qui remporte la majorité des voix remporte aussi l'ensemble des délégués. Ce mode de répartition est également celui qui est utilisé lors de l'élection nationale.

Les primaires les plus importantes sont, d'abord, les caucus de l'Iowa et la primaire du New Hampshire : ces élections donnent souvent le ton au reste de la campagne et

¹⁰ Élisabeth Vallet, « La sélection des candidats à la présidence », dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *Les élections présidentielles américaines*, coll. Enjeux contemporains, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2004, p. 14.

¹¹ Les électeurs enregistrés du parti ne sont pas nécessairement des membres en règle de ce parti, comme on l'entend au Canada et au Québec.

¹² Ces États sont l'Iowa, le Nevada, l'Alaska, le Colorado, l'Idaho, le Kansas, le Minnesota, le Nouveau-Mexique, le Dakota du Nord, le Nebraska, l'État de Washington, le Maine, Hawaii et le Wyoming.

aucun candidat présidentiel (démocrate ou républicain) n'a pu le devenir sans gagner au moins l'un de ces deux concours. En janvier 2008, Obama et Huckabee ont causé la surprise en remportant l'Iowa, alors que Clinton et McCain ont été les vainqueurs au New Hampshire. La Caroline du Sud est une étape cruciale pour les républicains, puisque tous les présidents issus de ce parti ont d'abord remporté la primaire de cet État, comme l'a fait McCain cette année. Ensuite, les primaires du *Super Tuesday* servent habituellement à consacrer un vainqueur : environ un mois après le début des primaires, un grand nombre d'États tient ses primaires au même moment, ce qui permet de déterminer un gagnant, à tout le moins officieux, au sein des deux partis. En 2008, 22 États étaient sur la sellette pour le *Super Tuesday* du 5 février. Pourtant, si la soirée a consolidé la victoire de McCain chez les républicains, elle n'a pas permis de trancher entre Clinton et Obama chez les démocrates. Au contraire, Obama, grâce à une avancée aussi spectaculaire qu'imprévisible, a réussi à rattraper, et même à dépasser, Clinton. Finalement, les primaires du Texas, de l'Ohio et de la Pennsylvanie (toutes remportées par Clinton et McCain) sont les dernières à se dérouler au sein d'États peuplés. Elles représentent donc la dernière chance pour les candidats d'espérer obtenir la nomination de leur parti. De même, aucun président démocrate n'a pu être élu sans avoir préalablement gagné en Virginie occidentale, ce qu'a fait Clinton le 13 mai.

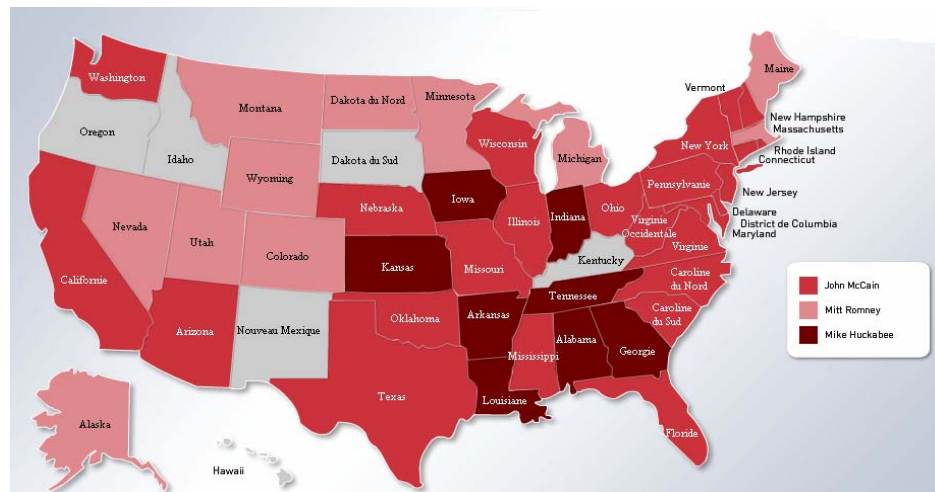
Figure 1.1 – Les résultats des primaires démocrates*



* En date du 19 mai 2008

Le Monde, Les résultats des élections primaires de 2000, 2004 et 2008,
[<http://www.lemonde.fr/web/panorama/0,11-0@2-829254,32-994867@1-9167,0.html>]

Figure 1.2 – Les résultats des primaires républicaines*



* En date du 19 mai 2008

Le Monde, Les résultats des élections primaires de 2000, 2004 et 2008,
[<http://www.lemonde.fr/web/panorama/0,11-0@2-829254,32-994867@1-9168,0.html>]

Pour obtenir la nomination présidentielle de leur parti politique, les candidats républicains devaient remporter 1 191 délégués sur une possibilité de 2 380. John McCain a atteint ce nombre en mars, mettant ainsi fin au suspense de la nomination au

sein de son parti¹³. Les démocrates devaient, quant à eux, obtenir 2 026 délégués sur 4 049. En date du 27 mai, Clinton pouvait compter sur 1 500 délégués alors qu'Obama en avait obtenu 1 660¹⁴. Dans une lutte aussi serrée que celle qui se déroule entre les candidats démocrates, les superdélégués peuvent faire une différence : ils représentent environ 40 % du total des délégués, et sont des cadres ou des politiciens du parti (les gouverneurs et les anciens présidents, par exemple)¹⁵. Ces superdélégués (appelés *unpledged delegates* chez les républicains) ne sont pas tenus de faire connaître leur choix publiquement avant la tenue de la convention nationale de leur parti. De plus, ils peuvent changer d'avis jusqu'à la tenue de la convention. Il apparaît essentiel pour Obama et Clinton, à l'heure actuelle, de chercher l'appui du plus grand nombre possible de superdélégués avant la fin des primaires, le 3 juin. Toujours en date du 16 mai, Barack Obama avait l'appui de 314 superdélégués, contre 280 pour Hillary Clinton¹⁶. Bien que l'addition du vote des superdélégués dans le calcul total des délégués soit risquée, elle représente néanmoins un indicateur intéressant de la tendance du moment : ainsi, Obama a obtenu un total de 1 974 délégués et Clinton en a obtenu 1 780¹⁷. Traditionnellement, le vote des superdélégués entérine le choix populaire. Néanmoins, en 2008, alors que les deux candidats démocrates n'auront vraisemblablement pas atteint le nombre requis de délégués à la fin des primaires, les superdélégués pourraient être tentés de voter pour le candidat présentant les meilleures chances de battre McCain et, par extension, de redonner la Maison-Blanche aux démocrates.

¹³ Après le retrait de Mike Huckabee, en mars, il ne reste plus que Ron Paul. Cependant, ses chances de l'emporter étant nulles, les primaires républicaines, sont à toute fin pratique, terminées. Les élections ont tout de même lieu dans les États qui restent.

¹⁴ CNN, *Election Center 2008: Road to the White House*, [<http://edition.cnn.com/ELECTION/2008>].

¹⁵ Joe Lieberman a par ailleurs perdu son statut de superdélégué démocrate lorsqu'il a choisi d'appuyer John McCain.

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

Tableau 1.1 – Les délégués et les superdélégués*

DÉMOCRATES		RÉPUBLICAINS	
			
Obama 1974	Clinton 1780	McCain 1500	Huckabee 275
<i>Pledged :</i> 1660	<i>Pledged :</i> 1500	<i>Pledged :</i> 1415	<i>Pledged :</i> 272
<i>Superdelegates :</i> 314	<i>Superdelegates :</i> 280	<i>Unpledged :</i> 85	<i>Unpledged :</i> 3
Objectif à atteindre : 2026 sur 4049		Objectif à atteindre : 1191 sur 2380	

* En date du 27 mai 2008

D'après CNN, *Election Center 2008: Road to the White House*, [http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/]

Les conventions nationales

Au lendemain des dernières primaires, les candidats auront le reste de l'été pour se préparer en vue de la convention nationale de leur parti politique. Ces conventions ont lieu, cette année, du 25 au 28 août à Denver (Colorado) pour les démocrates, et du 1^{er} au 4 septembre à Minneapolis/St.Paul (Minnesota) pour les républicains. Historiquement, les conventions permettaient de connaître le nom du candidat présidentiel de chacun des partis : depuis les années 1970, la couverture médiatique massive des primaires fait en sorte que leur nom est connu durant les primaires elles-mêmes, sinon à la toute fin, comme ce sera le cas cette année. Les conventions servent, désormais, à faire le décompte officiel des délégués, à présenter les grandes orientations du parti et à faire entendre des personnalités politiques populaires¹⁸. Cependant, les conventions servent

¹⁸ Barack Obama s'est d'ailleurs fait connaître du grand public — et des analystes politiques — pendant la convention démocrate de 2004, lors de laquelle il a prononcé un discours fort remarqué.

surtout à présenter en grande pompe le ticket présidentiel, c'est-à-dire le candidat à la vice-présidence qui se présentera aux côtés du candidat présidentiel¹⁹.

Les candidats potentiels à la vice-présidence républicaine et démocrate sont nombreux en 2008, bien que peu d'entre eux aient affirmé publiquement être intéressés par le poste, exception faite de Mike Huckabee et de Mitt Romney chez les républicains²⁰. Le candidat à la vice-présidence doit permettre au candidat présidentiel d'obtenir des votes qu'il ne pourrait pas gagner autrement : il sera natif d'une autre région et attirera le vote d'autres groupes socioéconomiques que ceux représentant l'électorat naturel du candidat présidentiel. Le candidat à la vice-présidence doit également avoir une bonne expérience politique puisqu'il pourrait être appelé à remplacer le président si celui-ci décédait ou n'était plus apte à gouverner le pays. Ainsi, le fait que le candidat présidentiel démocrate ne soit pas encore connu retarde la sélection des candidats vice-présidentiels, du côté républicain comme du côté démocrate. Si les nombreuses rumeurs ne sont pas toutes à prendre au sérieux, quelques noms sont néanmoins plus intéressants que d'autres. Du côté démocrate, notons surtout Jim Webb (sénateur, Virginie) et Joe Biden (sénateur, Delaware) : le premier, ancien républicain, permettrait d'aller chercher des votes chez les hommes blancs plus conservateurs du parti démocrate, alors que le second a une grande expérience de la politique étrangère et donnerait confiance à ceux qui craignent la jeunesse et l'inexpérience d'Obama (si celui-ci devait remporter l'investiture démocrate). Parmi les autres candidats possibles, on retrouve également Bill Richardson, Chuck Hagel et John Edwards²¹. Quant à un ticket Obama-Clinton, il est fort peu probable : une défaite de Clinton au profit d'Obama ferait de la vice-présidence un amer prix de consolation. De plus, les deux candidats sont peu complémentaires en termes d'électorats et aucun des deux n'attire spécifiquement les hommes blancs de plus de 40 ans : un ticket Obama-Clinton (ou Clinton-Obama) serait donc loin de permettre aux démocrates de reprendre la Maison-Blanche.

¹⁹ Le ticket présidentiel est le duo formé par le candidat présidentiel et le candidat vice présidentiel d'un parti. Les électeurs votent ainsi pour le ticket démocrate ou pour le ticket républicain, plutôt que pour chacun des candidats séparément.

²⁰ Les informations concernant la vice-présidence proviennent d'un article de Karine Prémont, « Oubliez Gore et Rice ! », *La Presse*, 16 mai 2008, p. A20.

²¹ Bill Richardson est le gouverneur hispanophone de New Mexico, alors que Chuck Hagel est sénateur du Nebraska. John Edwards, en donnant son appui à Barack Obama en mai, a probablement des vues sur la vice-présidence — ou sur tout autre poste au sein d'une éventuelle administration Obama.

Du côté républicain, les spéculations vont également bon train. Encore une fois, deux noms ressortent davantage du lot pour épauler John McCain. D'abord, Joe Lieberman (sénateur, Connecticut), inscrit comme démocrate indépendant, a appuyé McCain très tôt dans la campagne et est l'un de ses conseillers privilégiés. Il aiderait McCain à rallier les démocrates insatisfaits et plusieurs indépendants. Ensuite, un représentant du Wisconsin, Paul Ryan, politicien de 38 ans, serait un atout de taille pour le candidat républicain puisqu'il est un spécialiste de l'économie, point faible avoué de McCain. D'autres candidats sont aussi en lice et pourraient être approchés par McCain dans les prochaines semaines, notamment Charlie Crist, Tom Ridge et deux anciens adversaires des primaires, Mike Huckabee et Mitt Romney²².

L'élection générale et l'investiture du nouveau président

Les conventions nationales, gigantesques opérations publicitaires, marquent le lancement de la « vraie » campagne présidentielle en vue de l'élection de novembre. Dans l'éventualité d'un face-à-face McCain-Obama, le candidat républicain pourrait donner du fil à retordre au démocrate en raison de son calme, de son expérience et de sa bonne réputation — autant auprès du public que des médias. Si les Américains sont confrontés à une course opposant McCain et Hillary Clinton, l'ex-première dame devra être plus constante que durant les primaires pour espérer convaincre les électeurs. Il est évident, toutefois, que le démocrate — que ce soit Obama ou Clinton — sera très fatigué et déjà amoché par la longue lutte des primaires, alors que McCain a été à l'abri des attaques des journalistes et des critiques des spécialistes jusqu'à maintenant. Il faudra voir si les partisans du candidat démocrate défait se rallieront au vainqueur au moment de la convention d'août.

L'élection générale a toujours lieu le mardi qui suit le premier lundi de novembre lors d'une année bissextile : cette année, elle se tiendra le 4 novembre. L'élection du président et de son vice-président s'effectue indirectement, un peu à la manière des élections primaires : les électeurs votent pour des grands électeurs (au nombre de 538, ils

²² Charlie Crist est le gouverneur de la Floride et Tom Ridge a été à la tête du département de la Sécurité nationale (*Homeland Security*) de sa création, en 2003, jusqu'en 2005.

forment le Collège électoral) qui votent à leur tour pour le ticket présidentiel en décembre. Les grands électeurs sont répartis proportionnellement à la population des États (tout comme les délégués, d'ailleurs). Ainsi, les États les plus peuplés obtiennent le plus grand nombre de grands électeurs, comme la Californie (55), le Texas (34), New York (31), la Floride (27), la Pennsylvanie (21), l'Illinois (21) et l'Ohio (20).

Figure 1.3 – La répartition des grands électeurs par État



National Popular Vote, *The Electoral College*, [<http://www.nationalpopularvote.com/pages/electoralcollege.php>].

Un candidat doit obtenir 270 grands électeurs pour devenir président des États-Unis. En cas d'égalité entre deux candidats, la Chambre des représentants choisit le président et le Sénat sélectionne le vice-président.

L'élection présidentielle se fait selon la règle du *winner-take-all* : le candidat qui a obtenu le plus de voix dans l'État remporte l'ensemble des grands électeurs attribués à cet État. À la mi-décembre, les grands électeurs votent formellement pour le candidat présidentiel qui l'a emporté dans leur État, entérinant ainsi le vote populaire (les grands électeurs ont alors le même rôle que les délégués lors des conventions nationales des partis). Quelques États permettent à leurs grands électeurs de voter pour le candidat de leur choix sans égard au vote populaire. Cependant, cela n'a pas d'incidence sur le résultat final puisqu'ils sont peu nombreux à pouvoir — et à vouloir — le faire.

La dernière étape de cette fastidieuse élection présidentielle est l'investiture du nouveau président et de son vice-président, qui a lieu le 20 janvier à midi : le président

ceux qui reçoivent le plus souvent les candidats et sont les endroits où les dépenses publicitaires sont les plus élevées.

Le contexte médiatique et les tendances de l'opinion publique

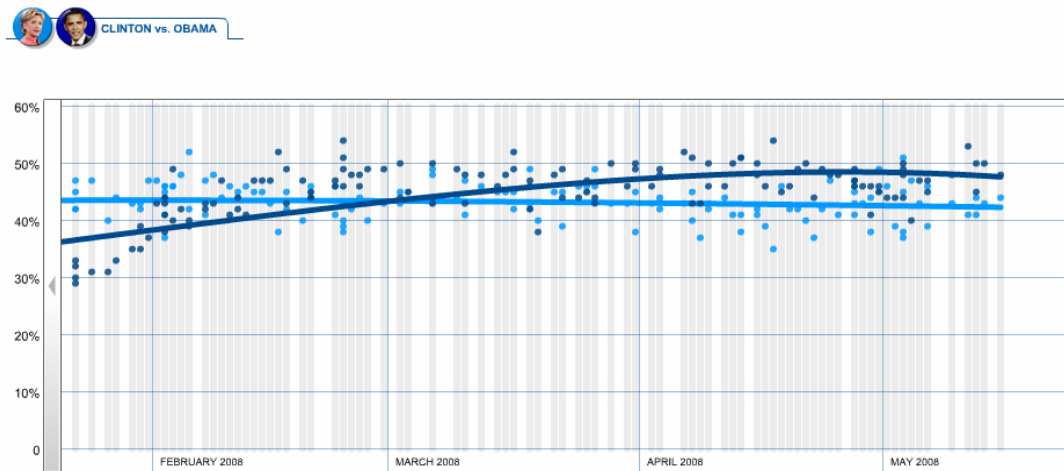
Durant les primaires, la couverture médiatique, qu'elle soit américaine, canadienne ou québécoise, est habituellement peu importante à moins que la lutte soit chaude entre deux ou plusieurs candidats d'un parti, qu'il y ait un revirement spectaculaire durant les élections ou, encore, qu'un candidat-vedette se présente. En 2008, tous ces éléments étant exceptionnellement réunis, la couverture médiatique des primaires a été sans précédent. Les primaires de 2008 ont suscité de l'intérêt partout dans le monde. En fait, avant même le début de la campagne, les médias américains avaient déjà choisi leurs favoris : Obama et Mitt Romney bénéficiaient de la couverture médiatique la plus positive en 2007. À l'heure actuelle, les médias américains se font reprocher leur penchant favorable pour Obama — au détriment de Clinton —, alors que McCain est à peu près absent de la scène médiatique. Sur la scène internationale, on assiste au même phénomène : le parti démocrate a occupé en moyenne les 2/3 de l'espace médiatique consacré aux primaires²³.

Durant les primaires

Les tendances de l'opinion publique durant la période des primaires sont souvent trompeuses, puisque c'est surtout la personnalité des candidats — plutôt que les enjeux fondamentaux — qui importe aux électeurs. Ces derniers sont donc plus sensibles aux événements qui font l'actualité immédiate.

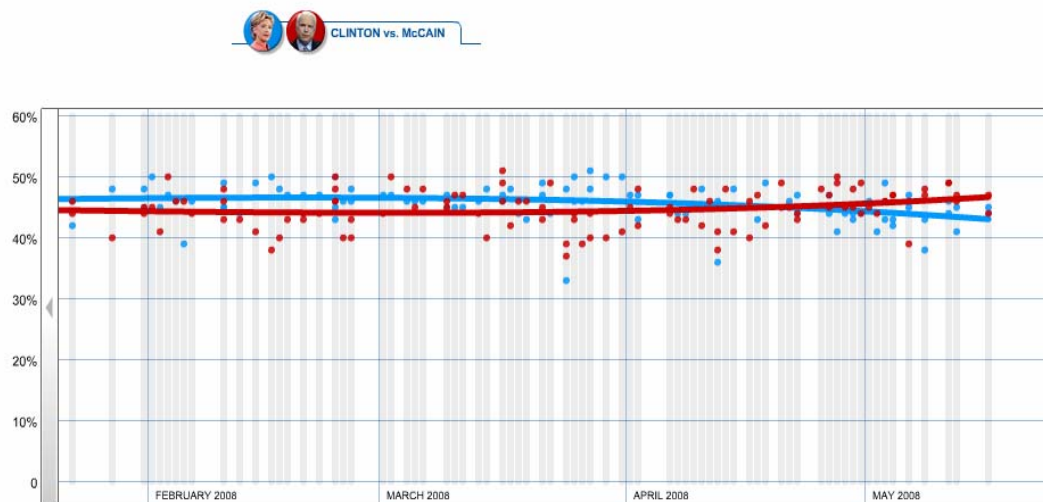
²³ Catherine Handfield, « Obama, coqueluche des médias », *La Presse*, 2 février 2008, p. A4 ; Karine Prémont, « Le Démocrate Show », *La Presse*, 24 janvier, p. A24. Les données sont sensiblement les mêmes depuis cette date.

Figure 1.5 – Sondages nationaux : Clinton contre Obama



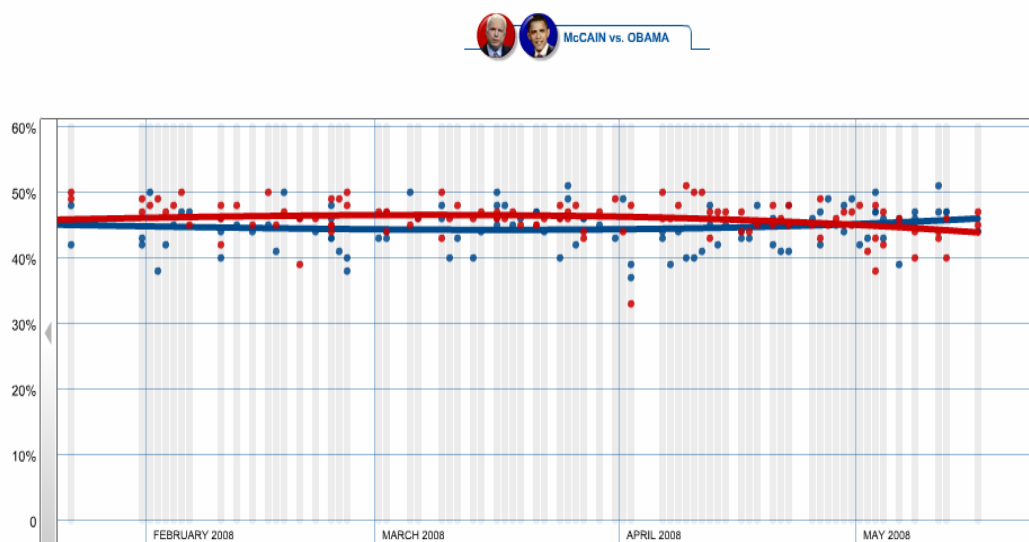
* Les données pour Obama sont en bleu foncé et celles de Clinton en bleu pâle
 USA Today, *Presidential Poll Tracker*, [<http://www.usatoday.com/news/politics/election2008/poll-tracker.htm>].

Figure 1.6 – Sondages nationaux : Clinton contre McCain*



* Les données pour Clinton sont en bleu et celles de McCain en rouge
 USA Today, *Presidential Poll Tracker*, [<http://www.usatoday.com/news/politics/election2008/poll-tracker.htm>].

Figure 1.7 – Sondages nationaux : Obama contre McCain*



* Les données pour Obama sont en bleu et celles de McCain en rouge

USA Today, *Presidential Poll Tracker*, [<http://www.usatoday.com/news/politics/election2008/poll-tracker.htm>]

Les campagnes publicitaires, toujours durant les primaires, sont généralement peu agressives pour éviter les divisions au sein des partis politiques : l'exception étant les élections de 2008 avec les publicités d'Hillary Clinton pour contrer la montée d'Obama à partir du *Super Tuesday*.

Tableau 1.2 – Nombre de publicités durant les primaires*

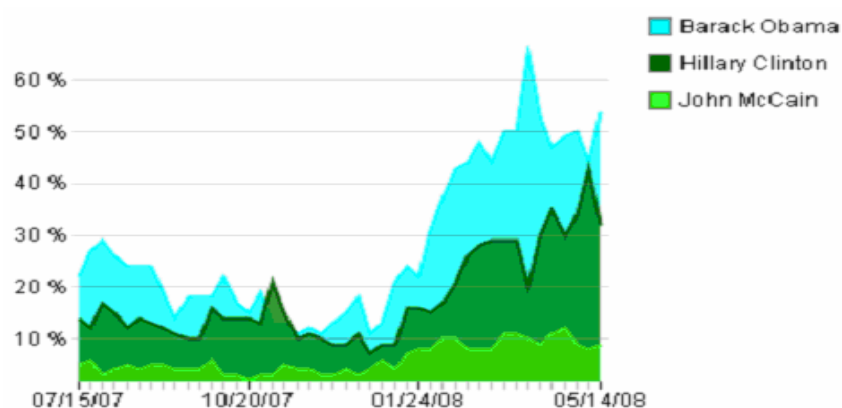
	2000	2004
Publicités payées par les candidats	61 433	55 878
Publicités payées par d'autres groupes ou personnes	2 470	14 328
Total des publicités	63 903	70 206

* Diffusées dans les 75 plus grands marchés américains

Travis N. Ridout, « Television Advertising during the Presidential Nomination Season », dans William G. Mayer (dir.), *The Making of the Presidential Candidate 2008*, New York, Rowman & Littlefield, 2008, p. 103.

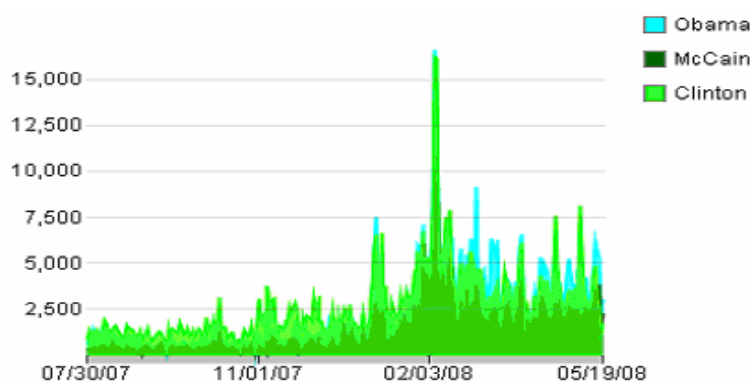
La nouveauté de cette année est sans conteste la présence accrue d'Internet, que ce soit par le biais des sites officiels des candidats, des blogues, des sites de réseautage social comme MySpace ou Facebook, ou encore des sites de documents visuels comme YouTube.com.

Figure 1.8 – Occupation des sites officiels des candidats, par semaine



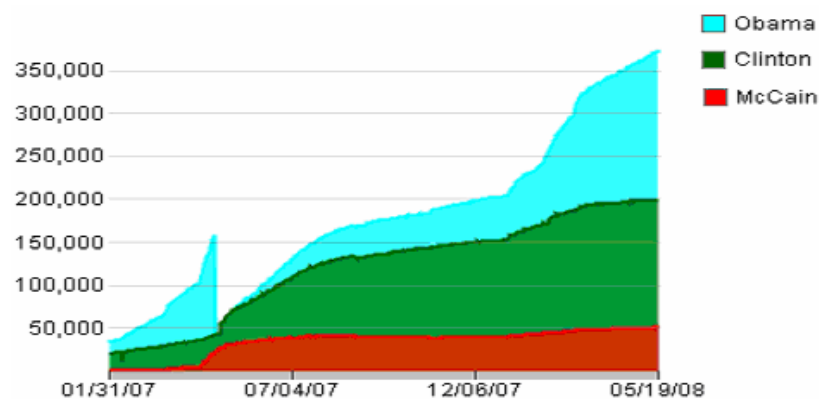
Personal Democracy Forum, *TechPresident*, [http://www.techpresident.com/scrape_plot/hitwise?#link_linechart_d_2]

Figure 1.9 – Présence des candidats sur les blogs*



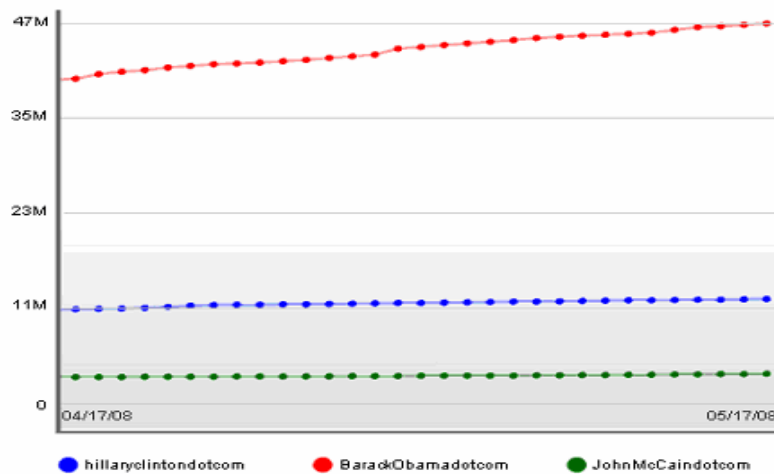
* Nombre de fois qu'un candidat est nommé dans un blogue, que ce soit positivement ou négativement.
Personal Democracy Forum, *TechPresident*, [http://www.techpresident.com/scrape_plot/technorati]

Figure 1.10 – Nombre d'« amis » des candidats sur MySpace



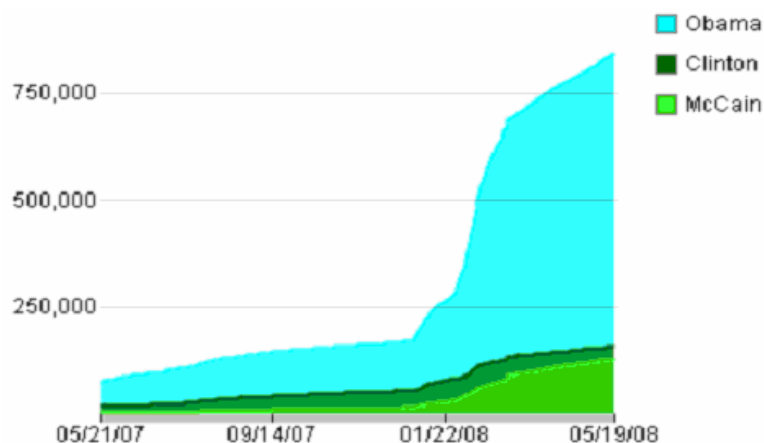
Personal Democracy Forum, *TechPresident*, [http://www.techpresident.com/scrape_plot/myspace]

Figure 1.11 – Nombre cumulé de recherches pour chacun des candidats sur YouTube.com



* Compilation du nombre de fois que le candidat est l'objet d'une recherche sur le site Personal Democracy Forum, *TechPresident*, [<http://www.techpresident.com/youtube>]

Figure 1.12 – Nombre d'« amis » des candidats sur Facebook



Personal Democracy Forum, *TechPresident*, [http://www.techpresident.com/scrape_plot/facebook].

Comme pour les médias traditionnels, ce sont les candidats démocrates — particulièrement Obama — qui profitent de la plus grande part d'achalandage²⁴. Cependant, contrairement aux journaux et à la télévision, Internet est utilisé majoritairement par les 18-29 ans, qui sont plus présents dans la campagne de 2008 que

²⁴ Karine Prémont, « L'internet favorise Obama », *La Presse*, 22 février 2008, p. A17.

dans les précédentes. Ce n'est donc plus uniquement un outil pour amasser des fonds, comme l'avait bien démontré Howard Dean en 2004²⁵.

Durant la campagne nationale

Durant la campagne nationale, après les conventions démocrate et républicaine, la télévision prend de plus en plus d'espace comparativement aux autres médias : elle devient ainsi la principale source d'information pour les électeurs.

Tableau 1.3 – Sources de nouvelles utilisées par les électeurs durant les campagnes électorales présidentielles

	Novembre 1992	Novembre 1996	Novembre 2000	Novembre 2004
Télévision	82 %	72 %	70 %	76 %
Réseau national	55	26	22	29
Télévision locale	29	23	21	12
Chaîne câblée	29	21	33	40
Journaux	7	65	39	46
Radio	12	19	15	22
Magazines	9	11	4	6
Internet	n/d	3	11	21

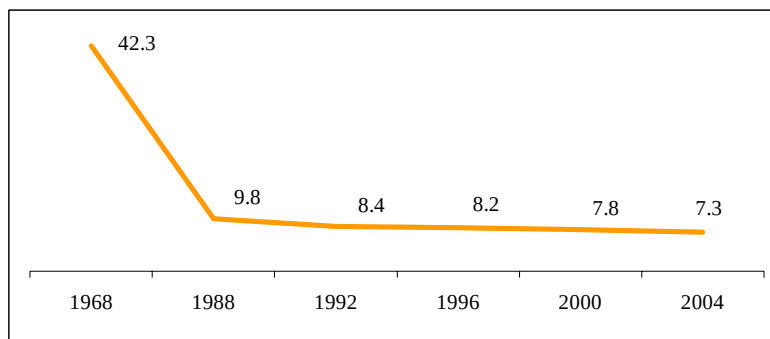
* Les personnes interrogées devaient donner, dans l'ordre, leurs sources principales d'information : les totaux dépassent donc 100 % puisque les personnes pouvaient donner plusieurs sources

Jan E. Leighley, *Mass Media and Politics: A Social Science Perspective*, Boston, Houghton Mifflin, 2004, p. 217 ; Stephen J. Farnsworth et S. Robert Lichter, *The Mediated Presidency: Television News and Presidential Governance*, New York, Rowman & Littlefield, 2006, p. 9.

Le problème de la télévision, c'est qu'elle sert mal les candidats en raison du peu de temps d'antenne dont ils disposent : à peine sept secondes par bulletin de nouvelles.

²⁵ Aujourd'hui président du *Democratic National Committee*, Howard Dean était candidat démocrate durant les primaires de 2004 et c'est lui qui avait amassé le plus d'argent par le biais d'Internet.

Figure 1.13 – Temps d’antenne moyen accordé dans un bulletin de nouvelles télévisé aux candidats des élections présidentielles (en secondes)



* Il s'agit ici du temps moyen pendant lequel les téléspectateurs entendent directement les candidats
Stephen J. Farnsworth et S. Robert Lichter, *The Nightly News Nightmare: Television's Coverage of U.S. Presidential Elections, 1988-2004*, 2^e édition, New York, Rowman & Littlefield, 2007, p. 83 ; S. Robert Lichter et Richard E. Noyes, « There They Go Again: Media Coverage of Campaign '96 », dans Robert E. DeClerico (dir.), *Political Parties, Campaigns, and Elections*, Upper Saddle River, Prentice Hall, 2000, p. 97. Les données concernent les chaînes nationales de télévision (ABC, CBS et NBC).

Ce sont les journalistes, en réalité, qui occupent le plus l'espace médiatique durant les campagnes présidentielles (72 %), alors que les candidats eux-mêmes n'en occupent que 12 %, et que les spécialistes universitaires, les sondeurs et les citoyens se partagent les 16 % restants²⁶. Même si les candidats bénéficient ultimement de la participation et de l'analyse de tous ces acteurs, il n'en demeure pas moins que les électeurs n'entendent que rarement les candidats s'exprimer directement sur les enjeux.

Pendant la campagne électorale de l'automne, les publicités constituent la source de dépenses la plus élevée des candidats : en 2008, chacun y consacrera environ 100 millions de dollars, ce qui fera de cette campagne la plus coûteuse de l'histoire²⁷. Surtout présentes dans les États-pivots, les publicités visent à convaincre environ 8 % de la population, c'est-à-dire les indécis. En termes de contenu, les démocrates et les républicains misent davantage sur la personnalité de leurs candidats plutôt que sur leurs idées et leurs programmes : peut-être est-ce l'une des raisons qui font croire aux citoyens que les deux partis se valent et ne se distinguent sur aucun enjeu majeur.

²⁶ Karine Prémont et Benoît Gagnon, « Le rôle des médias et de l'opinion publique », dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *op. cit.*, p. 134.

²⁷ On parle d'environ un milliard de dollars pour l'ensemble de l'élection, des primaires au 4 novembre.

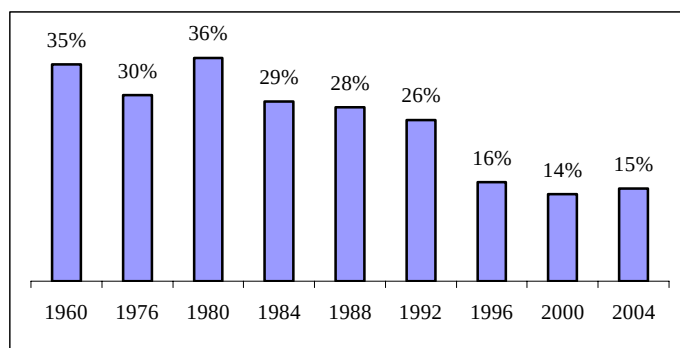
Tableau 1.4 – Contenu des publicités durant les campagnes présidentielles, 1952-2004

	Moyenne des candidats	Républicains	Démocrates	Indépendants
Politique intérieure	21 %	24 %	15 %	41 %
Politique étrangère	4	2	6	3
Qualités personnelles	33	29	40	9
Parti politique	1	2	1	0
Campagne électorale	5	3	7	6
N	(452)	(225)	(195)	(32)

Kathleen Hall Jamieson, *Packaging the Presidency*, 3^e édition, New York, Oxford University Press, 1996 ; Darrell M. West, *Air Wars: Television Advertising in Election Campaigns, 1952-2004*, 4^e édition, Washington, CQ Press, p. 46.

Les débats télévisés sont nombreux entre les candidats d'un parti durant les primaires : plus d'une dizaine pour chacun des partis. Mais les débats qui semblent les plus déterminants sont les débats présidentiels de l'automne, qui opposent le candidat républicain au candidat démocrate²⁸. Néanmoins, même si les médias leur accordent une grande importance, leur impact sur l'issue du vote est très limité.

Figure 1.14 – Pourcentage de la population américaine en âge de voter qui regarde les débats présidentiels à la télévision*



* Il n'y a eu aucun débat présidentiel entre 1960 et 1976.

Presidential Campaign 2004, [<http://presidentialcampaign2004.coas.missouri.edu/general/debatenumbers.html>] ; *Commission on Presidential Debates*, [<http://www.debates.org>]

²⁸ Il y a habituellement trois débats entre les deux candidats présidentiels et un entre les deux candidats à la vice-présidence.

Parmi les 15 % d'électeurs qui regardent les débats, le quart attend de les avoir tous vus avant de prendre une décision. Dans ce nombre, on retrouve surtout des femmes, des jeunes, des modérés et des indécis, soit les catégories d'électeurs qui votent le moins²⁹. L'influence des débats sur l'issue finale de l'élection est donc sensiblement moins importante qu'on pourrait le penser. En fait, les débats servent surtout à valider les choix des électeurs, qui veulent voir comment leur candidat « passe » à la télévision, comment il se débrouille dans des situations spontanées, non contrôlées.

En réalité, la couverture médiatique des débats est souvent plus importante que les débats eux-mêmes : la majorité des gens ne les regardent pas mais s'en font une idée en écoutant les analyses qui les suivent ou en lisant les journaux du lendemain. Pourquoi les candidats et leur équipe de relations publiques consacrent-ils alors autant d'énergie à ces débats ? Il y a deux raisons à cela. D'une part, ils demeurent l'une des rares occasions pour les électeurs d'entendre directement les candidats comparer leur vision et leur position sur les enjeux fondamentaux auxquels font face les États-Unis. D'autre part, ce que souhaitent surtout les candidats, c'est de convaincre les éditorialistes et les journalistes les plus influents du pays. Une fois cela fait, l'élite journalistique pourra alors arriver à en convaincre les électeurs.

1.2 Présentation des candidats démocrates et républicain

La mécanique des primaires et de l'élection générale occupe beaucoup d'espace médiatique depuis janvier 2008, puisque le choix des candidats en vue de l'élection présidentielle relève davantage d'un concours de personnalité que d'un débat sur les préoccupations des électeurs américains. Cependant, dès la fin des primaires le 3 juin, l'attention des journalistes se portera un peu plus sur les grands enjeux — mais pas beaucoup plus. Cela est vrai également pour les journalistes du Québec, qui commencent à s'intéresser aux éventuelles conséquences d'une renégociation de l'ALÉNA, d'un contrôle accru aux frontières et d'une prolongation de la mission militaire en Afghanistan, par exemple. Dans un premier temps, nous présenterons brièvement Hillary

²⁹ Cela pourrait peut-être changer cette année puisque les femmes et les jeunes ont participé en nombre record durant les primaires.

Clinton, Barack Obama et John McCain. Nous aborderons, dans un deuxième temps, la position de chacun d'eux sur différents enjeux : l'immigration, l'économie, la santé, la politique étrangère, l'environnement et les débats sociaux tels que le mariage entre conjoints de même sexe, l'avortement et l'utilisation des cellules souches. Dans un troisième temps, nous expliquerons les différentes méthodes de financement des campagnes électorales et ferons le point sur les fonds amassés par chacun des candidats. Finalement, nous verrons en quoi la participation d'autres acteurs — comme les groupes religieux, les politiciens, les personnalités publiques et les candidats indépendants — pourrait influencer le déroulement et l'issue de la course à la présidence 2008.

Les candidats

La plupart des médias québécois présentent, sur leur site Internet, un portrait habituellement détaillé de chacun des candidats démocrates et républicain. Nous ne ferons donc qu'un bref rappel de leur parcours politique dans le but de mieux comprendre leurs idées et leurs positions sur les enjeux importants.

Hillary Clinton

Avocate de formation, Hillary Clinton a d'abord travaillé pour les républicains, notamment au sein de l'équipe de Barry Goldwater lors de l'élection de 1964. Après sa conversion au parti démocrate, elle a fait partie du *House Judiciary Committee* en charge d'examiner le dossier de destitution de Richard Nixon. En tant que première dame des États-Unis, elle s'est impliquée dans l'élaboration d'une réforme des soins de santé : le projet de loi qui en a résulté a toutefois été défait au Congrès. Sénatrice de l'État de New York depuis 2000, Clinton a officiellement posé sa candidature à l'élection présidentielle le 22 janvier 2007. L'électorat de Clinton est composé des femmes, des travailleurs et des gens de la classe moyenne, de même que des hispanophones et des gens peu éduqués. Elle aura 60 ans en octobre.

Barack Obama

Obama est également avocat et a enseigné le droit constitutionnel à l'Université de Chicago. Sénateur de l'Illinois depuis 1997, il est candidat à l'élection présidentielle depuis le 12 février 2007. Il a écrit trois ouvrages, dont *Dreams of My Father*, pour lequel il a enregistré une version audio en 2006. Il a d'ailleurs remporté un *Grammy Award* pour ce disque. Les gens qui votent pour Obama sont surtout les jeunes, les Afro-américains et les universitaires. Il fêtera son 47^e anniversaire en août.

John McCain

John McCain est un militaire de carrière, fait prisonnier au Vietnam pendant six ans. Auteur de quatre ouvrages, il est devenu sénateur de l'Arizona en 1986, après avoir effectué deux mandats à la Chambre des représentants. McCain a par ailleurs parrainé un projet de loi sur le financement électoral, devenu la *Bipartisan Campaign Reform Act*³⁰ (ou la loi McCain-Feingold). La candidature officielle du républicain pour l'élection présidentielle de 2008 a été déposée le 16 novembre 2006. Lors de la campagne de 2000, McCain s'est retiré des primaires républicaines au lendemain du *Super Tuesday*, puisque George W. Bush avait alors pris une avance significative dans la course. Âgé de 71 ans, il a comme électeurs les hommes blancs de plus de 40 ans, les gens bien éduqués et les travailleurs de la classe moyenne.

La comparaison des positions des candidats sur les principaux enjeux

Tous les candidats, démocrates ou républicain, s'entendent sur la liste des enjeux les plus importants pour les États-Unis. La différence provient essentiellement de l'ordre dans lequel les candidats placent ces enjeux. Pour les démocrates, les enjeux les plus importants sont prioritairement l'économie, la politique étrangère, la santé et l'immigration. John McCain, pour sa part, a, dès le début des primaires, établi que la

³⁰ Cette loi, parrainée également par le sénateur démocrate du Wisconsin, Russell Feingold, limite l'apport du *soft money* dans les campagnes électorales, c'est-à-dire l'argent pouvant être dépensé par des groupes qui ne financent ou n'appuient pas directement un candidat. Par opposition, le *hard money* est le financement direct des candidats par des individus ou des personnes morales.

politique étrangère était la priorité absolue, suivie de l'économie, la santé et l'immigration. Pour les candidats des deux partis politiques, l'environnement reste un enjeu secondaire³¹.

Tableau 1.5 – Nombre de fois que chacun des enjeux a été abordé par les candidats entre mars et mai 2008*

	Économie et budget	Immigration	Guerre en Irak	Environnement	Santé
Barack Obama	1220	185	1286	332	629
Hillary Clinton	995	91	820	174	650
John McCain	1210	235	1646	410	541

Washington Post, *Issue Coverage Tracker*, [<http://www.washingtonpost.com/wp-srv/politics/interactives/campaign08/issues/>]

Évidemment, les différences entre les deux candidats démocrates sont très ténues : si Obama demeure plus progressiste qu'Hillary Clinton, il aura à faire des compromis s'il obtient la nomination de son parti. Les différences se situent surtout entre les démocrates et McCain, mais elles demeurent à un degré moindre que si un autre républicain avait devancé McCain : Mike Huckabee, par exemple, avait des positions beaucoup plus conservatrices que McCain sur la santé et sur les enjeux sociaux, alors que Mitt Romney avait une politique économique plus musclée et plus à droite que celle présentée par McCain.

³¹ Il existe un site Internet très intéressant qui permet de vérifier l'exactitude des affirmations des candidats sur différents sujets : St.Petersburgh Times/Congressional Quarterly, *Politifact.com : Truth-O-Meter*, [<http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements>]

Tableau 1.6 – La position des candidats sur les principaux enjeux

	Économie	Immigration	Santé	Politique étrangère	Enjeux sociaux	Environnement
Hillary Clinton	Fiscalité : programmes d'aide pour les classes moyennes et défavorisées, programmes d'aide pour les propriétaires ; contre la <i>Fair Tax</i> ALÉNA : réouverture de l'ALÉNA Prix de l'essence : congé de taxes sur l'essence pendant l'été et les faire payer par les compagnies pétrolières	Souhaite accélérer l'accès à la citoyenneté des immigrants illégaux ; a voté pour la construction du mur entre le Mexique et les États-Unis ; a appuyé la réforme de Bush	Tous les citoyens qui ne peuvent s'offrir une assurance pour les soins de santé recevront une aide du fédéral	Irak : a voté en faveur de la guerre mais a dit depuis que c'était une erreur, souhaite retirer les troupes de façon progressive Iran : accent sur la diplomatie mais pas sur la négociation, ne rencontrerait pas les dirigeants, option militaire ouverte	Mariages gais : en faveur de l'union civile, décision des États et non de la Constitution Cellules souches : en faveur de leur utilisation Avortement : ferait de la décision Roe c. Wade une loi fédérale	Nouveau traité pour remplacer Kyoto, développement des énergies alternatives au pétrole, réduction de la pollution au carbone
Barack Obama	Fiscalité : imposition plus élevée pour les plus riches, programmes d'aide pour les classes moyennes et défavorisées ; contre la <i>Fair Tax</i> ³² ALÉNA : réouverture de l'ALÉNA Prix de l'essence : lutter contre les profits excessifs des compagnies pétrolières	Souhaite accélérer l'accès à la citoyenneté des immigrants illégaux ; a voté pour la construction du mur entre le Mexique et les États-Unis ; a appuyé la réforme de Bush	Création d'un programme national d'assurance-santé pour les gens qui n'ont pas accès à une protection par le biais de leur employeur. Le privé y participerait.	Irak : opposé depuis le début à la guerre, souhaite retirer les troupes dès son entrée en fonction Iran : accent sur la diplomatie, rencontrerait les dirigeants, option militaire ouverte	Mariages gais : en faveur de l'union civile, décision des États et non de la Constitution Cellules souches : en faveur de leur utilisation Avortement : en faveur du maintien de la décision Roe c. Wade	Réduction des gaz à effet de serre, développement des énergies alternatives au pétrole, encouragement du développement durable
John McCain	Fiscalité : contre les coupures de Bush mais en faveur de leur maintien jusqu'en 2010 ; contre la <i>Fair Tax</i> ALÉNA : encourager d'autres accords de libre-échange à l'image de l'ALÉNA Prix de l'essence : suspendre la taxe fédérale sur l'essence et la faire payer par les compagnies pétrolières	Souhaite accélérer l'accès à la citoyenneté des immigrants illégaux ; a voté pour la construction du mur entre le Mexique et les États-Unis ; a appuyé la réforme de Bush	Le secteur privé doit contribuer à réduire les coûts reliés à la santé	Irak : en faveur de la guerre, envoi de troupes additionnelles et présence américaine jusqu'en 2013 Iran : favorise une option militaire, mais en accord avec le Congrès	Mariages gais : en faveur d'avantages légaux, décision des États et non de la Constitution Cellules souches : en faveur de leur utilisation, contre la création d'embryons uniquement pour la recherche Avortement : en faveur de l'abolition du droit à l'avortement	A présenté le <i>Climate Stewardship and Innovation Act</i> en 2007 avec Joe Lieberman : vise à réduire les gaz à effet de serre en utilisant des énergies alternatives, dont le nucléaire

La plupart des sites Internet des médias américains, canadiens et étrangers abordent ces questions et comparent la position des candidats sur ces sujets. Les sites les plus intéressants sont les suivants : CNN, *Election Center 2008: Road to the White House*, [<http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/issues/>], Radio-Canada, *Les présidentielles américaines 2008*, [<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2008/01/09/004-presidentielle-eu-enjeux.shtml>] et OnTheIssues.org, [<http://www.issues2000.org/default.htm>]

³² La *Fair Tax* est un projet de loi visant à remplacer toutes les taxes existantes par une taxe de vente nationale. Les démocrates du Congrès n'ont pas appuyé cette proposition, présentée par un représentant et par un sénateur républicains de la Georgie, John Linder et Saxby Chambliss.

Les positions tenues par les candidats sur différents sujets n'ont que peu d'impact sur les relations entre le Québec et les États-Unis. Toutefois, les déclarations des deux démocrates concernant l'ALÉNA touchent la province de plus près : des États-Unis plus protectionnistes auraient assurément des répercussions sur les centaines de milliers d'emplois canadiens et québécois qui dépendent de l'ouverture du marché américain. Nous verrons cependant, en conclusion, qu'il n'y a pas lieu de s'inquiéter outre mesure à ce propos puisque les États-Unis profitent également de l'accord de libre-échange. En ce qui a trait aux politiques intérieure et extérieure des États-Unis, elles ne risquent pas non plus d'avoir des incidences sur le Québec, dont les champs de compétence l'amène à travailler davantage avec les États avoisinants qu'avec le pouvoir fédéral américain.

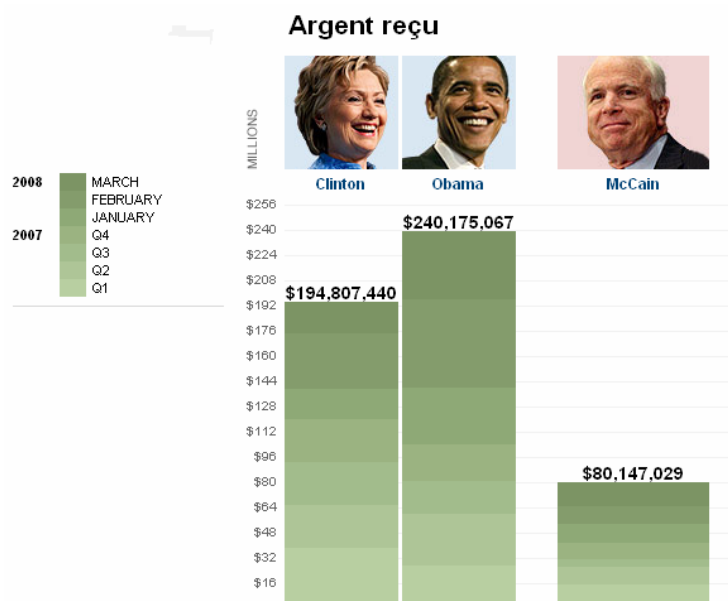
La lutte pour le financement

Depuis plusieurs années, il est presque possible de prédire le nom du candidat qui obtiendra l'investiture de son parti en regardant les fonds dont il dispose. John McCain a déjoué les prédictions puisque Mitt Romney le devançait largement à ce chapitre au début des primaires. Encore aujourd'hui, il est le candidat qui a reçu le moins d'argent et, par extension, celui qui en a le moins en poche.

Ainsi, Clinton dispose encore de plus de 31 millions de dollars, Obama en a plus de 51 millions et McCain, lui, doit travailler avec les 11 millions disponibles dans ses coffres³³. Cette relative pauvreté de McCain par rapport aux démocrates s'explique par trois éléments : tout d'abord, il était loin d'être le favori au moment où il a posé sa candidature ; ensuite, il n'a pas bénéficié du soutien des groupes traditionnellement alliés au parti républicain (comme la droite religieuse, les ultraconservateurs ou l'establishment du parti) ; enfin, étant donné que McCain a remporté assez tôt le nombre de délégués requis, il n'a pas bénéficié d'une grande attention médiatique et, par le fait même, de celle des gens qui financent les campagnes électorales. Lorsque les conventions seront terminées, il y a fort à parier que le financement de la campagne de McCain connaîtra une forte croissance pour lui permettre d'affronter Hillary Clinton ou Barack Obama.

³³ Données en date du 27 mai 2008. CNN, *Election Center 2008: Road to the White House*, [<http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/money/index.html>]

Figure 1.15 – Fonds amassés par les candidats depuis 2007*



* En date du 27 mai 2008

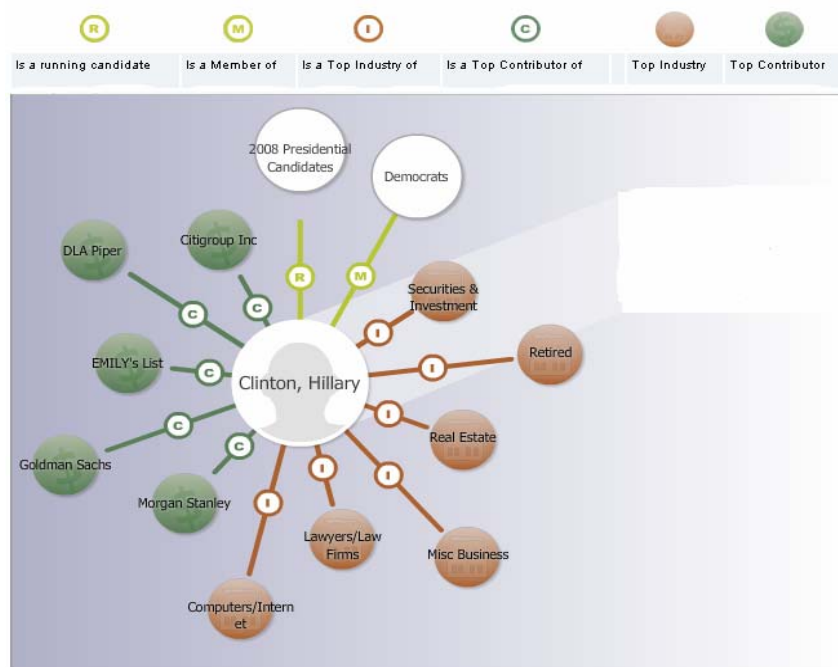
CNN, *Election Center 2008: Road to the White House*, [http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/money/index.html]

Il existe deux modes de financement pour les candidats présidentiels. Le financement public permet au candidat qui y souscrit d'obtenir des fonds publics au prorata des fonds privés amassés³⁴. Le candidat qui choisit ce mode de financement doit toutefois accepter une limite imposée par l'État fédéral à ses dépenses. Le nerf de la guerre étant essentiellement l'argent, les candidats optent majoritairement pour un mode privé de financement : aucun montant ne provient des fonds publics. Les individus, les groupes et les entreprises peuvent contribuer à la caisse d'un ou de plusieurs candidats et, surtout, les dépenses ne sont pas limitées par la *Federal Election Commission*³⁵.

³⁴ Élisabeth Vallet et Karine Prémont, « Glossaire », dans Élisabeth Vallet et David Grondin (dir.), *op. cit.*, p. 259.

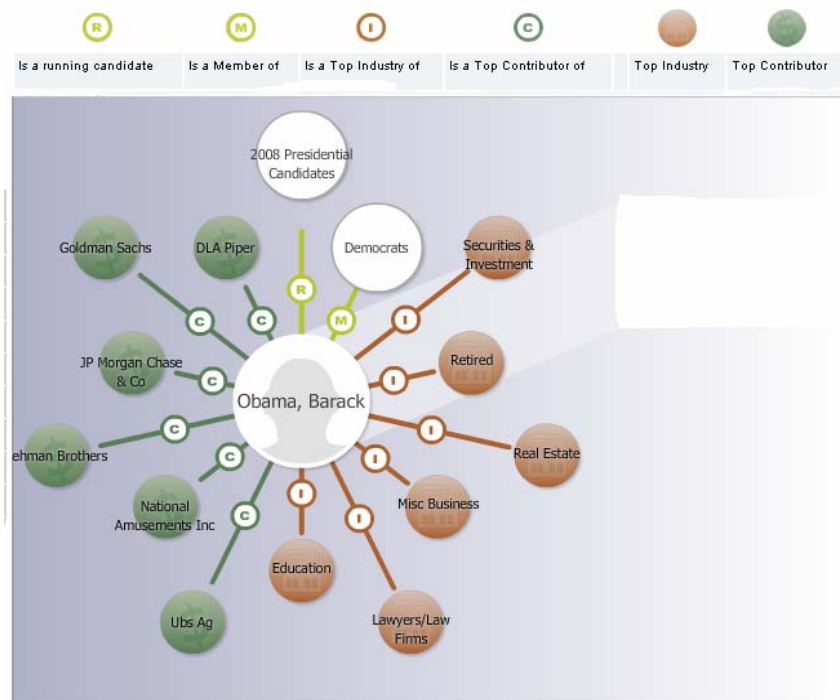
³⁵ Cet organisme fédéral rend public les sources de financement de tous les candidats, au niveau national ou par État, de même que le nom de tous les donateurs. Il est à noter que les compagnies pétrolières — ou leurs employés — n'ont pas de le droit de contribuer aux caisses électorales des candidats.

Figure 1.16 – D'où proviennent les fonds d'Hillary Clinton ?



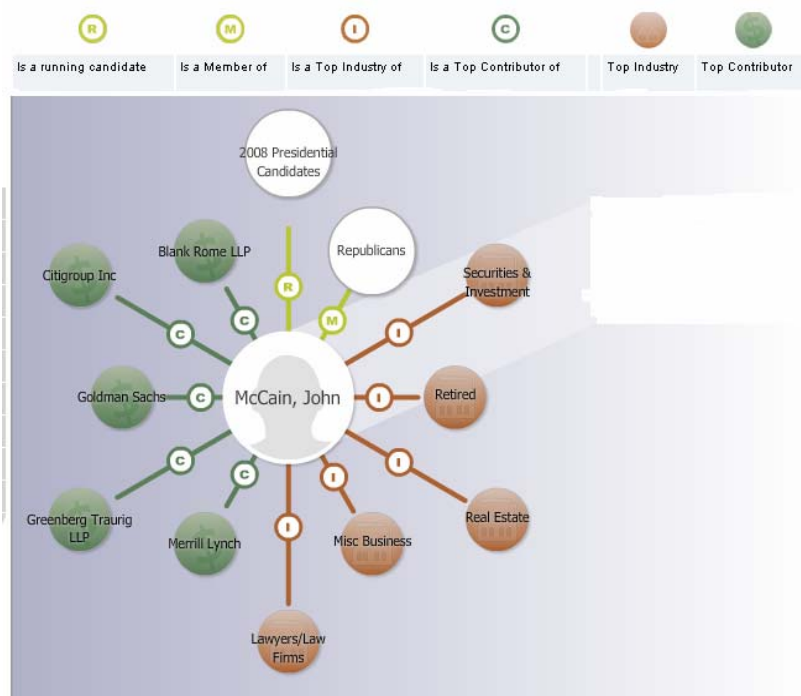
OpenSecrets.org, 2008 Presidential Race, [<http://www.opensecrets.org/pres08/moneyweb.php?cycle=2008>]

Figure 1.17 – D'où proviennent les fonds de Barack Obama ?



OpenSecrets.org, 2008 Presidential Race, [<http://www.opensecrets.org/pres08/moneyweb.php?cycle=2008>]

Figure 1.18 – D’où proviennent les fonds de John McCain ?



OpenSecrets.org, 2008 Presidential Race, [<http://www.opensecrets.org/pres08/moneyweb.php?cycle=2008>]

Ce qu’il faut comprendre du financement des primaires de 2008 — et de l’élection présidentielle —, c’est que, contrairement à ce qui se passe habituellement, l’argent n’a pas été garant du succès des candidats : Romney, le plus riche candidat républicain, a dû se retirer rapidement de la course alors que McCain, disposant de moyens modestes, a remporté l’investiture de son parti. De même, Ron Paul avait amassé plus d’argent qu’Huckabee alors que les gains électoraux de ce dernier ont été beaucoup plus considérables que ceux de Paul. Chez les démocrates, Edwards a toujours été loin derrière Obama et Clinton, et cette dernière a dû, à deux reprises, injecter son argent personnel dans la caisse de sa campagne afin de continuer à mener une lutte chaude à son rival, dont le niveau de financement bat tous les records.

Le rôle des autres acteurs

L'importance accordée par les candidats au soutien de différentes personnalités — politiques ou non — n'est pas sans fondement³⁶. Par exemple, l'appui des Kennedy à Obama a assurément contribué à son succès dans les primaires qui ont suivi, tout comme celui de Bill Richardson, gouverneur du Nouveau-Mexique, a permis à Obama de rallier des hispanophones qui soutenaient Clinton au début des primaires. Ces appuis, comme de nombreux autres, expliquent en partie la montée du candidat démocrate et sa position actuelle par rapport à Hillary Clinton, dont les soutiens, plus nombreux, sont cependant moins spectaculaires.

Les groupes religieux et les ultraconservateurs

Le succès surprise de John McCain s'explique par de nombreux facteurs, mais principalement par le fait que les groupes formant la droite religieuse américaine n'avaient pas réussi à s'entendre sur l'un ou l'autre des candidats républicains : ainsi, des candidats comme Fred Thompson et, dans une moindre mesure, comme Mike Huckabee, n'ont pas réussi à rallier les plus religieux et les plus conservateurs des électeurs républicains. La religion de Romney — il est mormon — a aussi représenté un obstacle pour les républicains même si son programme était sans doute le plus près des valeurs du parti. McCain a pu ressortir du lot en raison de l'hésitation des plus radicaux du parti et, il faut le dire, en dépit de l'opinion très négative des animateurs de radio ultraconservateurs. Certains d'entre eux détestent tellement McCain, qu'ils jugent trop libéral, qu'ils se sont dits prêts à voter pour un démocrate en guise de protestation³⁷.

³⁶ Pour connaître les appuis reçus par chacun des candidats, consulter le Washington Post, *Campaign 2008: Presidential Endorsements*, [http://projects.washingtonpost.com/2008-presidential-candidates/endorsements/]

³⁷ Parmi eux, on retrouve notamment Rush Limbaugh, Lara Ingraham, Bill Cunningham, Hugh Hewitt et Lars Larson.

Les politiciens et les candidats défaits

Les candidats défaits ont aussi une bonne influence puisqu'ils représentent des électeurs — et des délégués — de plus pour les candidats restants et, dans une élection serrée comme celle que l'on connaît chez les démocrates, cela peut faire une différence. Ainsi, l'appui offert par John Edwards à Barack Obama était très important parce qu'il a redonné l'initiative au sénateur de l'Illinois après sa défaite en Virginie occidentale. Évidemment, Edwards espère un poste en retour dans le cas où Obama deviendrait le 44^e président des États-Unis. On peut dire la même chose de Romney et Huckabee, qui ont rallié McCain rapidement après leur retrait : tous deux souhaitent obtenir la vice-présidence ou un autre poste important qui leur permettrait de mieux se faire connaître du public en vue de la prochaine course présidentielle.

L'appui des représentants, sénateurs et gouverneurs constitue souvent un atout pour les candidats, qui peuvent ainsi espérer obtenir le soutien des électeurs de ces personnes. Cela leur procure également plus de crédibilité politique surtout si le politicien en question est expérimenté et respecté. Par exemple, le soutien de Robert Byrd est significatif pour Obama : Byrd est sénateur de la Virginie occidentale depuis 1959 et a très bonne réputation à Washington.

Quant au président sortant, il tente de rester le plus discret possible pendant les primaires pour éviter d'influencer les électeurs et de créer des tensions au sein de son parti. George W. Bush ne fait pas exception, même s'il a soutenu McCain à mots couverts quelques jours après le *Super Tuesday*. Une fois les primaires terminées, il n'est pas assuré que le candidat issu du même parti que le président obtienne son appui : même certains vice-présidents participants à leur tour à l'élection présidentielle n'ont pas eu cette chance³⁸ !

³⁸ Ce fut le cas de Richard Nixon, qui n'a pas obtenu le soutien de Dwight Eisenhower, et de George H. Bush, qui n'a pas été officiellement appuyé par Ronald Reagan avant la toute fin de la campagne électorale.

Les personnalités publiques

La présence de vedettes dans l'entourage des candidats présidentiels est fréquente. Cette année, on a pu voir Chuck Norris aux côtés de Mike Huckabee et Oprah Winfrey appuyer Barack Obama. Leur influence est proportionnelle à leur popularité auprès des Américains, mais elle ne fait pas le poids, notamment face aux politiciens et aux regroupements politiques locaux. Souvent, les vedettes se contentent de financer les campagnes électorales de leurs candidats favoris, comme c'est le cas de Sean Penn et de Susan Sarandon, par exemple, qui contribuent à la caisse électorale de Clinton et d'Obama.

Les candidats indépendants et des tiers partis

La candidature de Ralph Nader, en 2000, s'est révélée controversée à la suite de l'élection générale, lorsqu'il s'est avéré que moins de 1 000 voix séparaient Al Gore et George W. Bush en Floride. Nader en ayant obtenu 97 421, certains partisans de Gore l'ont accusé d'avoir coûté l'élection au démocrate³⁹. Évidemment, la réalité est plus nuancée : il y avait sept candidats indépendants ou provenant d'un tiers parti sur les bulletins de vote de la Floride en 2000 et chacun a obtenu plus que les voix manquantes à Gore. Aussi, Nader lui-même considère que sa présence renforce la démocratie des élections américaines. En ce sens, il a d'ailleurs envoyé un mot à Hillary Clinton pour lui demander de rester dans la course même si cela créait des tensions au sein de son parti.

L'histoire sera probablement différente en 2008 : déjà en 2004, Nader n'a réussi à obtenir que 0,3 % du vote national (comparativement à 2,7 % en 2000), ce qui permet de penser que les résultats de 2000 étaient peut-être l'exception plutôt que la règle. De plus, le rôle de Nader pourrait être moins décisif cette année en raison des tendances politiques de McCain, plus proches de celles des démocrates (du moins en termes de politique intérieure) que ne l'étaient celles de Bush. D'autres candidats indépendants ou provenant de tiers partis se présenteront à l'élection présidentielle, mais aucun d'entre eux ne risque d'en modifier l'issue. C'est le cas de Bob Barr, candidat du parti libertarien, qui grugera

³⁹ Ralph Nader, *Crashing the Party*, New York, St. Martin's Press, 2002.

peut-être quelques votes aux républicains de la même manière que Nader le fera auprès des démocrates.

En contrepartie, les autres élections qui auront lieu en novembre en plus de l'élection présidentielle risquent d'avoir un impact considérable sur la dynamique politique à Washington et, notamment, sur la marge de manœuvre dont disposera le prochain occupant de la Maison-Blanche. Il s'agit bien sûr des élections au Congrès, c'est-à-dire à la Chambre des représentants et au Sénat. Les élections aux postes de gouverneurs d'États pourraient aussi influencer la politique américaine dans quelques régions des États-Unis, dont certaines sont d'intérêt pour le Québec.

2. LES COURSES AU CONGRÈS ET AUX POSTES DE GOUVERNEURS : UNE AUTRE ANNÉE DÉMOCRATE APRÈS LA VICTOIRE DE 2006 ?

2.1 Les élections au Congrès

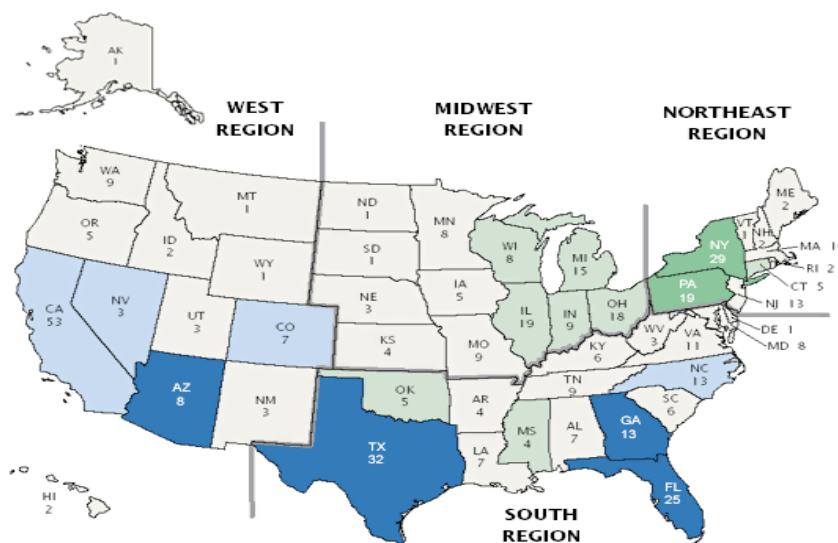
Les élections au Congrès des États-Unis ont lieu tous les deux ans et sont aussi, sinon plus, importantes pour le Québec que les élections présidentielles. Le Congrès est l'une des législatures les plus puissantes du monde occidental et les législateurs prennent parfois des décisions contraires aux désirs du président. La Constitution américaine confère d'importants pouvoirs au Congrès, qui, par exemple, détient les cordons de la bourse et peut modifier les demandes budgétaires de la Maison-Blanche. En outre, la Chambre haute du Congrès, c'est-à-dire le Sénat, peut rejeter les nominations proposées par le président pour combler des postes de hauts fonctionnaires, d'ambassadeurs et de juges fédéraux ou encore empêcher l'entrée en vigueur des traités internationaux négociés par la présidence. Le Congrès est également responsable de préparer et d'adopter les lois fédérales du pays. À ce titre, le système américain est très différent des systèmes québécois et canadien, car le président des États-Unis exerce beaucoup moins de contrôle sur le processus législatif que nos premiers ministres. George W. Bush a pu le constater au cours des huit dernières années : le Congrès a refusé d'aller de l'avant dans plusieurs de ses projets, comme la refonte du système des retraites et la réforme de la politique d'immigration.

Les Québécois qui portent uniquement attention au président des États-Unis peuvent donc avoir de la difficulté à comprendre les décisions prises à Washington. Comment, par exemple, expliquer la fermeture de la frontière canado-américaine à nos exportations de bœuf et de bois d'œuvre quand l'occupant de la Maison-Blanche jure être en désaccord avec une telle mesure ? Pour Carl Grenier, qui a dirigé pendant près de dix ans le Conseil du libre-échange pour le bois d'œuvre (CLÉ-Bois), un organisme de lutte contre le protectionnisme américain, la réponse à une telle question est simple : « le Congrès reste toujours le maître constitutionnel du jeu en matière de commerce international⁴⁰ ». Cette puissante institution adopte aussi des lois qui affectent grandement le Québec. Par exemple, Hydro-Québec, qui exporte de l'électricité aux États-Unis depuis plusieurs décennies, pourrait voir ses intérêts menacés si le Congrès adopte, à l'avenir, des lois sur l'énergie ayant pour effet de réduire notre accès au marché américain. De la même manière, le Congrès peut nuire à l'industrie touristique québécoise quand il vote des lois visant à resserrer les mesures de sécurité à la frontière entre le Canada et les États-Unis.

Il est donc primordial pour les Québécois de comprendre le fonctionnement du Congrès et de saisir l'impact de cette institution sur notre relation avec notre plus important allié, les États-Unis. Ceci n'est cependant pas une mince tâche... Véritable fourmilière politique, le Congrès inclut deux Chambres : la Chambre des représentants, qui compte 435 élus, et le Sénat, qui en contient 100. Les représentants de la Chambre sont élus dans des circonscriptions de 600 000 habitants, comme la 13^e circonscription de la Californie, la 2^e du Wisconsin et la 3^e de la Caroline du Nord. Les sénateurs défendent pour leur part les intérêts d'États entiers, comme l'Alaska, la Louisiane et le Massachusetts. Chaque État compte deux sénateurs et un nombre de représentants proportionnel à la taille de sa population. Comme l'illustre la figure 2.1, l'État de New York compte 29 représentants, le Vermont un seul, et le New Hampshire et le Maine deux chacun.

⁴⁰ Carl Grenier, « Primaires américaines : votre emploi en dépend peut-être », *Présidentielles 2008 : Blogue de l'actualité.com*, 18 février 2008 : [<http://blogues.lactualite.com/presidentielle2008/index.php?paged=10>]

Figure 2.1 – La répartition des sièges de la Chambre des représentants entre les États américains



Nationalatlas.gov, [http://nationalatlas.gov/articles/boundaries/IMAGES/Appmap.gif]

Avec ses 535 élus, soit 410 de plus qu'à l'Assemblée nationale à Québec, le Congrès est donc un lieu où s'expriment une multitude d'intérêts différents et divergents. Or, les législateurs partagent au moins un trait commun : ils feront toujours passer les intérêts de leurs concitoyens avant ceux du Québec — comme nos propres députés font passer les intérêts du Québec avant ceux des États-Unis. L'ancien ministre du secrétariat de la Représentation à l'ambassade du Canada à Washington, Colin Robertson, exagère à peine quand il affirme que la capitale fédérale américaine est une ville « où les législateurs n'ont que des intérêts et aucun ami »⁴¹.

Les Québécois comptent parfois des alliés au Congrès, comme le sénateur Charles Schumer (démocrate – New York), un des instigateurs de la décision du département de la Sécurité du territoire national (*Department of Homeland Security* ou DHS) de retarder la mise en œuvre d'une mesure reliée à la *Western Hemisphere Travel Initiative* (WHTI), qui obligera bientôt les Québécois et les Américains à montrer leur passeport à la frontière canado-américaine⁴². Ce ne sont pourtant pas les griefs des Québécois qui ont

⁴¹ Colin Robertson, « Getting Noticed in Washington: The Hard Part of Canada's Job », *Policy Options* (novembre 2005), p. 46.

⁴² Senator Charles Schumer, « Schumer Applauds DHS' Decision to Follow Congressional Mandate », 31 mars 2008 : [http://schumer.senate.gov/SchumerWebsite/pressroom/record.cfm?id=295297]

incité Schumer à bouger dans ce dossier, mais bien ceux des New-Yorkais, qui estiment que la WHTI nuit aux échanges commerciaux avec le Québec. À l'inverse, il ne faut pas croire que les membres du Congrès qui prennent des décisions contraires aux intérêts québécois le font parce qu'ils n'aiment pas le Québec. Par exemple, Max Baucus (démocrate – Montana) n'insistait pas pour fermer la frontière à nos exportations de bois d'œuvre parce qu'il voulait nuire aux Québécois, mais bien parce qu'il souhaitait protéger l'industrie de son État contre la compétition canadienne. De telles décisions peuvent néanmoins avoir de graves conséquences pour l'économie du Québec et du Canada, car les emplois de centaines de milliers de Québécois dépendent de notre accès direct au marché américain. Il importe donc d'entrevoir le résultat des prochaines élections à la Chambre des représentants et au Sénat, et de savoir si le Québec perdra des alliés au Congrès. Les courses aux postes de gouverneurs des États américains sont également importantes pour nous, car le gouvernement du Québec entretient des relations étroites avec plusieurs de ces élus, notamment dans le cadre des activités d'organisations régionales comme la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada, le Conseil des gouverneurs des Grands Lacs, la Commission des Grands Lacs ou encore le Sommet économique Québec-New York.

Les élections à la Chambre des représentants

Après leur victoire de 2006, qui leur ont permis d'élire une majorité à la Chambre des représentants pour la première fois en douze ans, les démocrates sont en bonne position pour accroître cette majorité en 2008. Ils détiennent présentement 236 sièges contre 199 pour les républicains. Comme tous les deux ans, la totalité des 435 sièges de la Chambre sont à pourvoir en novembre. Les experts prévoient cependant qu'à peine une quarantaine de courses seront compétitives⁴³. Au moins deux raisons expliquent cet état de fait. D'une part, les candidats sortants sont généralement mieux financés, organisés et visibles dans les médias que leurs adversaires, ce qui représente un avantage certain. D'autre part, le processus de redécoupage partisan des circonscriptions électorales

⁴³ Voir par exemple les analyses de Stuart Rothenberg, Charlie Cook et Larry Sabato, sur leurs sites Internet respectifs : [\[http://www.rothenbergpoliticalreport.blogspot.com/\];](http://www.rothenbergpoliticalreport.blogspot.com/) [\[http://www.cookpolitical.com/overview/default.php\];](http://www.cookpolitical.com/overview/default.php) [\[http://www.centerforpolitics.org/crystalball/\].](http://www.centerforpolitics.org/crystalball/)

(*gerrymandering*) a profondément affecté les élections à la Chambre ces dernières décennies. Selon la Constitution, il incombe à chacun des cinquante États fédérés, après chaque recensement décennal, de délimiter les circonscriptions électorales se trouvant sur son territoire, afin de refléter l'évolution démographique du pays. Les législatures des États profitent souvent de cette occasion pour redessiner la carte électorale afin de garantir les succès de leur parti à Washington D.C. Les manœuvres consistent, par exemple, à diviser une circonscription en deux pour diluer le vote du parti adverse (technique du *cracking*) ou encore à modifier les limites d'une circonscription de façon à y inclure un très grand nombre d'électeurs du même parti, soit pour remporter un siège, soit pour rendre le parti adverse plus vulnérable dans les circonscriptions voisines⁴⁴ (technique du *packing*). De telles pratiques ont eu un effet certain sur les courses au Texas en 2004 : le redécoupage partisan qui a eu lieu dans cet État avant l'élection a aidé les républicains à soutirer cinq sièges aux démocrates et, notamment, à battre les représentants sortants Martin Frost et Charles Stenholm. La multiplication des pratiques de charcutage électoral à l'échelle des États-Unis a, avec le temps, accru le nombre de circonscriptions où les victoires des représentants sortants sont pratiquement assurées (*safe districts*). Cela explique en partie pourquoi les taux de réélection des représentants sortants avoisinent souvent les 95 %!

Cette réalité électorale désavantage les républicains en 2008. Ceux-ci doivent soutirer dix-neuf sièges aux démocrates pour élire une majorité, alors qu'à peine une dizaine de démocrates sont réellement en danger⁴⁵. En effet, comme l'illustre le tableau 2.1, les républicains ont d'excellentes chances de gagner les sièges des démocrates Bud Cramer (2^e circonscription de l'Alabama), Jerry McNerney (11^e de la Californie), Tim Mahoney (16^e de la Floride), Nancy Boyda (2^e du Kansas), Don Cazayoux (6^e de la Louisiane), Travis Childers (1^{ère} du Mississippi) et Nick Lampson (22^e du Texas). Cependant, plusieurs républicains sont également en danger et leurs défaites risquent d'annuler les gains du parti. Le tableau 2.1 illustre par ailleurs le fait que les républicains détiennent le plus grand nombre de sièges risquant de passer au parti adverse : 26 contre 19 pour les démocrates. Les troupes de Barack Obama et d'Hillary Clinton sont donc en

⁴⁴ Frédéric Gagnon (dir.), *Le Congrès des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2006, p. 44-45.

⁴⁵ En mai 2008.

bonne position pour accroître leur avance de quelques sièges, d'autant qu'ils ont remporté trois élections spéciales dans des forteresses républicaines ces derniers mois : dans l'Illinois, Bill Foster a gagné le siège de l'ancien président de la Chambre, Dennis Hastert, tandis que Don Cazayoux et Travis Childers ont enregistré des victoires en Louisiane et au Mississippi. Une victoire démocrate à la présidence faciliterait encore plus la tâche des démocrates de la Chambre, car un candidat populaire durant la campagne présidentielle augmente généralement les chances de son parti au Congrès (phénomène des basques du président ou *presidential coattails*). Les démocrates ont aussi le vent en poupe pour une autre raison : depuis des mois, les sondages démontrent que 60 % des électeurs penchent pour eux, alors que seulement 33 % préfèrent le parti républicain⁴⁶.

Parmi les courses compétitives à la Chambre, le Québec voudra particulièrement surveiller les cinq suivantes, dont les résultats pourraient avoir un impact sur la politique américaine dans le dossier de la fluidité du passage à la frontière canado-américaine : les 25^e et 26^e circonscriptions de l'État de New York, la 8^e de l'État de Washington, ainsi que les 7^e et 9^e du Michigan. Les représentants qui détiennent présentement ces sièges sont, dans l'ordre, Thomas Reynolds, Jim Walsh, Dave Reichert, Tim Walberg et Joe Knollenberg. Ils figurent parmi les 44 membres du *Northern Border Caucus* de la Chambre, un regroupement bipartisan qui se penche sur les enjeux reliés à la frontière. Le caucus ne disparaîtra pas après l'élection de 2008, mais Reynolds et Walsh n'y seront plus à partir de 2009, car ils prennent leur retraite. Alliés du Québec, Reynolds et Walsh ont souvent tenté de ralentir la mise en œuvre de la WHTI au cours des derniers mois, justifiant cela par le fait que le renforcement des mesures de sécurité à la frontière nuisait aux relations économiques et commerciales entre le Québec et les États-Unis. Reichert, Walberg et Knollenberg se sont également dits inquiets des répercussions de la WHTI sur le commerce entre les États-Unis et le Canada.

Hormis ces courses, le Québec verra probablement très peu de changements se produire chez ses voisins immédiats, c'est-à-dire le Vermont, l'État de New York, le Maine et le New Hampshire. En effet, les sièges de la démocrate Carol Shea-Porter

⁴⁶ Don Frederick, « Mississippi Win Bodes Well for Democrats », *Los Angeles Times*, 15 mai 2008 : [<http://www.latimes.com/news/nationworld/politics/la-na-trailtop15-2008may15,0,1452353.story>].

(1^{ère} circonscription du New Hampshire) et du républicain Vito Fosella (13^e circonscription de New York) sont les seuls autres sièges qui, dans ces États, risquent de changer de parti. Grâce à sa victoire en 2006, Shea-Porter était devenue la première femme de l'histoire du New Hampshire à servir à la Chambre des représentants. Elle avait alors battu le républicain sortant Jeb Bradley, qui entend reprendre son siège en 2008. Cette course sera donc une suite de la campagne de 2006, à moins que Bradley perde la primaire de son parti devant John Stephen en septembre. Shea-Porter et Bradley adopteront les mêmes stratégies qu'en 2006 s'ils s'affrontent à nouveau cette année. Bradley est plus modéré que la plupart des républicains sur les enjeux moraux. Il recueille généralement un financement important et investit énormément dans les publicités télévisées. Shea-Porter fait, pour sa part, partie des représentants démocrates les moins bien nantis en vue de l'élection de novembre⁴⁷. Elle compte beaucoup sur l'aide de volontaires pour faire sortir le vote et promouvoir son message. L'une de ses priorités est de mettre un terme à la guerre en Irak, une position qui lui avait valu beaucoup d'appuis en 2006. L'amélioration de la situation dans l'ex-pays de Saddam Hussein soulève toutefois des doutes quant à l'efficacité du message antiguerre cette année. Les sondages de mai 2008 démontrent d'ailleurs que Shea-Porter est six points derrière Bradley⁴⁸.

Pour sa part, Vito Fosella (13^e circonscription de New York depuis 1997) ne se représentera pas à l'élection de 2008 en raison de son arrestation pour conduite avec facultés affaiblies et de son implication dans une affaire extraconjugale. Les démocrates pourraient donc profiter de cette opportunité pour gagner un siège supplémentaire à la Chambre. La tâche ne sera toutefois pas facile, car 55 % des électeurs de cette circonscription avaient voté pour George W. Bush en 2004. Selon Charles Cook, spécialiste des élections au Congrès, les démocrates doivent aussi espérer que le climat politique ne tourne pas à l'avantage des républicains au cours des prochains mois, car cela pourrait mettre en péril des sièges acquis en 2006 par de nouveaux visages comme John Hall (19^e circonscription de New York), Kirsten Gillibrand (20^e de New York) et

⁴⁷ Josh Kraushaar, « Sununu, Shea-Porter Trailing in UNH Poll », *The Politico*, 5 mai 2008 : [<http://www.nfmpolitico.com/kpix/2008/05/05/sununu-shea-porter-trailing-in-unh-poll/>]

⁴⁸ *Ibid.*

Michael Arcuri⁴⁹ (24^e de New York). Ces représentants n'étaient pas en réel danger en mai 2008, mais les électeurs de leurs circonscriptions ont souvent prouvé qu'ils préféraient élire des républicains. À titre indicatif, Arcuri est seulement le deuxième démocrate à représenter la 24^e circonscription de New York en 106 ans!

Tableau 2.1 – Courses à surveiller en 2008 à la Chambre des représentants

Courses chaudes	Courses chaudes avec un léger avantage pour les républicains	Courses chaudes avec un léger avantage pour les démocrates	Courses chaudes avec un fort avantage pour les républicains	Courses chaudes avec un fort avantage pour les démocrates
7 républicains 8 démocrates	7 républicains 1 démocrate	1 républicain 2 démocrates	8 républicains	3 républicains 8 démocrates
Alabama 5 Bud Cramer*** Arizona 1 Rick Renzi*** Californie 11 Jerry McNeerney Floride 16 Tim Mahoney Kansas 2 Nancy Boyda Louisiane 6 Don Cazayoux Minnesota 3 Jim Ramstad*** Mississippi 1 Travis Childers New Jersey 7 Mike Ferguson*** New York 26 Thomas Reynolds*** Nouveau-Mexique 1 Heather Wilson*** Ohio 15 Deborah Pryce*** Ohio 16 Ralph Regula*** Oregon 5 Darlene Hooley*** Pennsylvanie 10 Chris Carney	Alaska 1 Don Young Illinois 10 Mark Kirk Louisiane 4 Jim McCrery*** New York 13 Vito Fosella*** New York 29 Randy Kuhl Caroline du Nord 8 Robin Hayes Texas 22 Nick Lampson Washington 8 Dave Reichert	Georgie 8 Jim Marshall New Hampshire 1 Carol Shea-Porter New Jersey 3 Jim Saxton***	Connecticut 4 Chris Shays Floride 24 Tom Feeney Michigan 7 Tim Walberg Michigan 9 Joe Knollenberg Missouri 6 Sam Graves Nevada 3 Jon Porter Ohio 1 Steve Chabot Ohio 2 Jean Schmidt	Arizona 5 Harry Mitchell Arizona 8 Gabrielle Giffords Illinois 11 Jerry Weller*** Indiana 9 Baron Hill Kentucky 3 John Yarmuth Kansas 3 Dennis Moore Minnesota 1 Tim Walz New York 25 Jim Walsh*** Pennsylvanie 4 Jason Altmire Virginie 11 Tom Davis*** Wisconsin 8 Steve Kagen

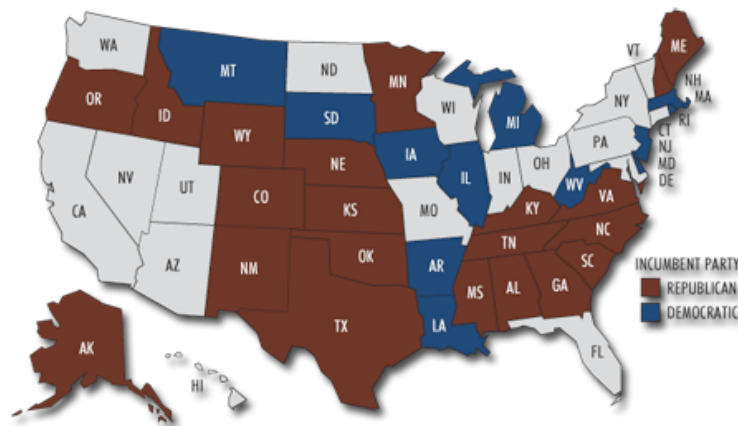
*** Représentants qui prennent leur retraite ou qui ne se représentent pas à l'élection.
D'après le *Rothenberg Political Report*, 12 mai 2008,
[<http://rothenbergpoliticalreport.blogspot.com/2008/05/2008-house-ratings.html>].

⁴⁹ Charles Cook (*The Cook Political Report*), « 2008 Competitive House Race Chart », 22 mai 2008 : [http://www.cookpolitical.com/races/report_pdfs/2008%20house_comp_may22.pdf].

Les élections au Sénat

Le Québec ne doit pas non plus s'attendre à des changements dramatiques au Sénat. Si la tendance se maintient, les démocrates conserveront aussi le pouvoir dans cette chambre. À l'instar des courses à la Chambre des représentants, les élections sénatoriales se caractérisent par une faible compétitivité : seulement un sénateur sur dix perd son siège à chaque cycle électoral. Les élections de 2008 ne feront pas exception à la règle : sur les 33 courses au Sénat, à peine trois sénateurs sortants risquent de perdre leur siège. Ce nombre pourrait s'élever à six dans l'éventualité d'un véritable raz-de-marée démocrate. Ceci n'est pas impossible, car les républicains sont vulnérables cette année, eux qui doivent défendre 23 des 33 sièges en jeu⁵⁰.

Figure 2.2 – Les 33 élections sénatoriales de 2008



Larry Sabato, *Larry Sabato's Crystal Ball*, 25 mai 2008 : [<http://www.centerforpolitics.org/crystalball/2008/senate/>]

Comme l'illustre le tableau 2.2, les sénateurs les plus vulnérables sont les républicains Norm Coleman du Minnesota et John Sununu du New Hampshire, ainsi que la démocrate Mary Landrieu en Louisiane. Trois autres républicains pourraient être en danger en novembre, c'est-à-dire Gordon Smith (Oregon), Ted Stevens (Alaska) et Susan Collins (Maine). Le parti de John McCain risque également de perdre trois sièges qui seront

⁵⁰ Contrairement à la Chambre, le Sénat n'élit pas la totalité, mais bien un tiers de ses membres tous les deux ans. Les sénateurs sont élus pour des mandats de six ans, tandis que les mandats des représentants durent deux ans.

laissés vacants par des futurs retraités : John Warner (Virginie), Pete Domenici (Nouveau-Mexique) et Wayne Allard (Colorado).

Tableau 2.2 – Courses à surveiller en 2008 au Sénat

Sièges que les partis risquent de perdre (Très forte probabilité)	Sièges que les partis risquent de perdre (Forte probabilité)	Sièges que les partis risquent de perdre (Faible probabilité)	Courses qui pourraient devenir compétitives d'ici novembre
1 républicain	1 républicain	3 républicains 1 démocrate	3 républicains
Virginie John Warner*	Nouveau-Mexique Pete Domenici*	Colorado Wayne Allard* Minnesota Norm Coleman New Hampshire John Sununu Louisiane Mary Landrieu	Oregon Gordon Smith Alaska Ted Stevens Maine Susan Collins

* Sénateurs qui prennent leur retraite ou qui ne se représentent pas à l'élection.
D'après le *Rothenberg Political Report*, le *Cook Political Report* et *Larry Sabato's Crystal Ball* (en date du 12 mai 2008).

Parmi les courses au Sénat, les Québécois devront particulièrement surveiller celles du New Hampshire et du Maine, deux États avec lesquels le Québec partage sa frontière. John Sununu, sénateur du New Hampshire depuis 2003, peut être considéré comme un allié dans le dossier de la sécurité à la frontière. En janvier 2008 par exemple, il a cosigné, avec une quinzaine de sénateurs, une lettre implorant le DHS de retarder la mise en œuvre de la WHTI⁵¹. Son adversaire, la démocrate Jeanne Shaheen, est très populaire au New Hampshire. Première femme élue au poste de gouverneur de l'État, elle a occupé ce poste de 1997 à 2003. Elle a présentement la cote auprès des indépendants, qui comptent pour 40 % de l'électorat du New Hampshire. Avec 12 points d'avance dans

⁵¹ Voir le texte de la lettre en question sur le site du sénateur Patrick Leahy (démocrate – Vermont) : [http://leahy.senate.gov/press/200801/012808b.html]

les sondages en mai 2008, Shaheen est en bonne position pour remporter la course⁵². Elle a des positions semblables à celles d'une majorité de Québécois, quand elle affirme vouloir mettre un terme à la guerre en Irak et lutter contre le réchauffement climatique, mais a été plutôt muette sur la question de la sécurité frontalière. Il y a fort à parier qu'elle militerait en faveur de politiques semblables à celles de Sununu dans ce dossier.

Au Maine, Susan Collins, qui occupe son siège depuis 1997, fait également partie des alliés du Québec dans le dossier de la sécurité transfrontalière, elle qui s'inquiète des effets négatifs de la WHTI sur la population de son État. Son étiquette républicaine dans un État majoritairement démocrate lui nuira, surtout si le candidat à l'élection présidentielle John McCain est incapable d'attirer la sympathie des électeurs du nord-est du pays. L'adversaire de Collins, l'actuel représentant démocrate du Maine, Tom Allen, est très connu des électeurs, car il défend leurs intérêts à la Chambre des représentants depuis 1997. Allen partage le point de vue de Collins sur la question de la frontière : aucun changement à prévoir donc pour le Québec. En mai 2008, Collins détenait une avance de 12 points sur Allen dans les sondages.

Le Québec devra également surveiller la course au Minnesota. Comme Susan Collins, le sénateur Norm Coleman est un républicain modéré qui a souvent lutté contre la mise en œuvre de la WHTI⁵³. Il fait face au comédien et commentateur politique Al Franken, qui, en mai 2008, tirait de l'arrière par seulement 6 points dans les sondages. Franken est bien connu pour ses idées politiques de gauche, mais aussi pour être l'ennemi juré de Bill O'Reilly, l'animateur de *The O'Reilly Factor*, une émission populaire d'affaires publiques à saveur conservatrice diffusée sur le réseau *Fox News*. Franken veut mettre un terme à la guerre en Irak et appuie le projet visant à renégocier l'ALÉNA avec le Mexique et le Canada⁵⁴.

⁵² Sans auteur, « Shaheen, Hodes fare well in UNH poll Voters surveyed prefer Bradley to Shea-Porter », *The Eagle-Tribune*, 11 mai 2008 :

[http://www.eagletribune.com/punewsnh/local_story_132022252.html?keyword=secondarystory].

⁵³ Norm Coleman, « Coleman Praises Extension of Deadline for WHTI Implementation », 17 décembre 2007 : [http://coleman.senate.gov/public/index.cfm?FuseAction=PressReleases.Detail&PressRelease_id=853d0e27-ff52-4bc3-95fc-04621e649770&Month=12&Year=2007].

⁵⁴ Voir le site de campagne d'Al Franken : [<http://www.alfranken.com/>]

En plus des élections au Congrès, le Québec devra garder l'œil sur quelques-unes des onze courses visant à combler des postes de gouverneurs d'États. Deux de ces courses se déroulent au Vermont et au New Hampshire, deux États voisins du Québec, tandis que trois autres courses seront chaudes et pourraient marquer des changements importants pour le Québec, soit celles en Indiana, au Missouri et dans l'État de Washington.

[illegible]

Le Vermont, le New Hampshire et les États voisins du Québec

⁵⁵ Gouvernement du Québec, Ministère des Relations internationales, « Québec: A North American Partner in Commerce », 2005 : [http://www.mri.gouv.qc.ca/en/pdf/usa_commerce.pdf]

par peu de changements dans les États frontaliers et à proximité du Québec. Les gouverneurs de deux autres États voisins, soit David Paterson (New York) et Deval Patrick (Massachusetts), seront seulement en élection en 2010. Pour sa part, John Baldacci servira encore deux ans au Maine et quittera son siège en 2010, en raison d'une mesure qui, dans cet État, oblige le gouverneur à quitter au terme de deux mandats de quatre ans.

L'Indiana

Le Québec pourrait toutefois assister à des changements en Indiana, un État particulièrement important pour les Québécois, car il est, comme le Québec, membre de la Commission des Grands Lacs, en compagnie de l'Ontario, du Minnesota, de l'Illinois, du Michigan, de l'État de New York, de l'Ohio, de la Pennsylvanie et du Wisconsin. La Commission a pour mission de favoriser la collaboration scientifique et technique pour la gestion et la préservation des ressources de l'écosystème des Grands Lacs. L'actuel gouverneur de l'Indiana, le républicain Mitch Daniels, partage le point de vue du gouvernement québécois sur un enjeu crucial relié à cet écosystème : il s'oppose au partage des ressources des Grands Lacs avec les États du Sud-Ouest des États-Unis, dont les besoins en eau potable inquiètent. C'est pourquoi l'Indiana a été le premier État de la Commission des Grands Lacs à apposer sa signature au *Great Lakes Compact*, un accord visant à interdire une telle politique⁵⁶. Hormis le Québec et l'Indiana, seuls l'Ontario, le Minnesota, l'État de New York et l'Illinois ont signé l'accord. Des débats sur la question ont toujours lieu dans les autres États membres de la Commission des Grands Lacs. La défaite de Daniels en Indiana pourrait donc signifier la perte d'un allié de taille dans la gestion des ressources aquifères de la région. Le gouverneur affronte la démocrate Jill Long Thompson, qui a remporté l'élection primaire de son parti au début du mois de mai. Thompson a été relativement muette sur la question de la gestion du bassin des Grands Lacs jusqu'à présent. Les sondages démontrent que cette course figure parmi les plus chaudes de l'année. Le trésor de campagne de Daniels est beaucoup mieux garni que

⁵⁶ Sans auteur, « Governor signs compact to extend Great Lakes protections », 20 février 2008 : [http://www.in.gov/newsroom.htm?detailContent=125_15705.htm]

celui de la démocrate, à 5,3 millions contre 500 000 dollars. Cela aidera le gouverneur sortant, d'autant que le mécontentement populaire à son égard est beaucoup moins prononcé qu'il y a un an.

Le Missouri

La course au Missouri mérite une attention particulière de la part du gouvernement du Québec et, en particulier, de l'équipe de la délégation du Québec à Chicago, qui joue un rôle de premier plan dans les relations avec cet État. Matt Blunt, le gouverneur républicain sortant, quittera son siège à la fin de l'année. Le champ est donc libre pour les démocrates, qui pourraient soutirer ce siège au parti de John McCain. Cette victoire représenterait une percée importante, car le Missouri a voté républicain aux élections présidentielles de 2000 et de 2004. Le candidat démocrate est Jay Nixon, qui occupe le poste de secrétaire à la Justice de l'État depuis 1993. Il est très connu des électeurs et profite présentement d'un moment de répit avant la campagne générale, qui prendra réellement son envol en août, après la primaire républicaine opposant Kenny Hulshof et Sarah Steelman. Nixon propose d'investir davantage en santé et en éducation. Il promet aussi de créer des programmes de formation pour les travailleurs ainsi que des nouveaux emplois grâce à des investissements gouvernementaux dans le secteur des nouvelles technologies. Pour leur part, Hulshof et Steelman ont un programme électoral à saveur conservatrice. Les publicités télévisées des deux candidats en témoignent : Hulshof met l'accent sur les valeurs de la vie rurale et fermière, et se définit comme un *conservative* ; Steelman martèle qu'elle est contre l'avortement et le mariage gai. Nixon, Hulshof et Steelman n'ont pas encore parlé du Québec durant leur campagne et il est peu probable que les relations entre le Missouri et le Québec deviennent un enjeu déterminant. Or, le gouvernement québécois devra établir des contacts avec une nouvelle administration au Missouri dès janvier 2009, peu importe le résultat de l'élection.

L'État de Washington

Dans l'État de Washington, la gouverneure démocrate Christine Gregoire, au pouvoir depuis janvier 2005, pourrait perdre face au républicain Dino Rossi. Il y a quatre ans, les deux s'étaient affrontés une première fois et Gregoire l'avait emporté par à peine 129 voix, après trois recomptages⁵⁷. Rossi aura peut-être plus de chance cette année dans ce qui s'avérera l'une des élections les plus excitantes de l'automne. Les sondages démontrent que l'électorat est aussi divisé qu'en 2004⁵⁸. Le bilan de la gouverneure est positif et elle est très populaire dans les centres urbains comme Seattle et Bellingham. Les comtés ruraux, comme Yakima, Grant et Benton, restent toutefois majoritairement républicains, même si l'impopularité du président George W. Bush fait de l'ombre aux candidats du parti dans cet État majoritairement démocrate. Rossi a été fin stratège ces derniers mois en se distançant des politiques de la Maison-Blanche et en signant une autobiographie qui lui a valu l'attention de la presse. Il est en retard du côté du financement, avec un trésor de guerre de 2,2 millions de dollars, soit la moitié de celui de Gregoire. Mais il maîtrise mieux l'art oratoire et est plus à l'aise dans les débats, en public et à la télévision. La délégation du Québec à Los Angeles, qui est notamment responsable des relations avec l'État de Washington, devra donc peut-être collaborer avec un nouveau gouverneur dans l'Ouest américain à partir de janvier 2009. Rossi veut durcir les lois de l'État à l'endroit des criminels, réduire la taille du gouvernement et les impôts, et améliorer le système routier de l'État pour régler les problèmes de congestion automobile. Il est en perte de vitesse dans les sondages et est actuellement en retard de dix points sur Gregoire. Cependant, il n'était qu'à un point d'elle en mars et dispose encore de six mois pour convaincre les électeurs de l'élire.

⁵⁷ Larry Sabato, « Governor Outlook for 2008 », *Larry Sabato's Crystal Ball* : [<http://www.centerforpolitics.org/crystalball/2008/governor/?view>]

⁵⁸ Jerry Cornfield, « Campaign for Governor Still Look Familiar », *HeraldNet*, 20 avril 2008 : [<http://www.heraldnet.com/article/20080420/NEWS01/879212326>]

CONCLUSION : INCIDENCES SUR LE QUÉBEC

Ainsi, même si les Québécois s'intéressent beaucoup à l'élection présidentielle américaine de 2008, le résultat final n'engendrera pas de profonds changements dans la relation que le Québec entretient avec les États-Unis, et ce, peu importe qui, d'Hillary Clinton, de Barack Obama ou de John McCain, ira habiter à la Maison-Blanche.

Le monde des affaires s'est inquiété des déclarations des candidats démocrates au sujet de la renégociation de l'ALÉNA : les emplois qui sont liés à l'ouverture du marché américain sont trop nombreux, et trop importants pour l'économie du Canada et du Québec, pour que de telles affirmations restent sans réponse. Jean Charest a donc joint sa voix au milieu des affaires en disant qu'il ne souhaitait pas le retour du protectionnisme américain, ce qui pourrait avoir lieu si un démocrate reprend le pouvoir à Washington. Toutefois, il faut savoir faire la part des choses entre les discours électoraux et la position réelle des candidats. Par exemple, Obama tente de convaincre les électeurs américains que l'ALÉNA n'est pas à leur avantage ; il a toutefois affirmé, durant sa campagne sénatoriale de 2004, que les États-Unis devraient contracter plus d'ententes telles que l'ALÉNA. C'est d'ailleurs cette avenue qui a été réitérée au gouvernement canadien, comme une fuite l'a révélé récemment⁵⁹. C'est la même chose du côté de Clinton : si elle affirme publiquement qu'elle souhaite rouvrir l'ALÉNA et renégocier plusieurs de ses clauses, elle a déclaré par ailleurs à de nombreuses reprises que ce traité représentait l'une des plus grandes réalisations de son mari. Les Québécois doivent donc comprendre que les discours anti-ALÉNA servent surtout à remporter des votes dans les États fortement touchés par les problèmes économiques, comme l'Ohio, la Pennsylvanie et le Michigan. Aussi, il n'est pas assuré que les États-Unis gagneraient à renégocier l'ALÉNA : les démocrates tenteront peut-être d'y ajouter de nouveaux éléments à propos de l'environnement et des syndicats, mais ne sont assurément pas prêts à abandonner complètement l'accord ou même à accepter des modifications majeures.

⁵⁹ Austan Goolsbee, conseiller économique de Barack Obama, a avoué à un représentant du Consulat du Canada à Chicago que la position d'Obama sur l'ALÉNA relevait davantage de la stratégie électorale que de plans politiques réels.

Exception faite du flou existant au sujet d'éventuels changements à l'ALÉNA, le Québec n'a pas à craindre ou à souhaiter l'arrivée à la Maison-Blanche d'un candidat en particulier. Les expériences passées démontrent par ailleurs que le président est souvent impuissant devant le Congrès, qui peut forcer la Maison-Blanche à adopter des politiques contraires à sa vision et à ses projets initiaux. Pour cette raison, les élections à la Chambre des représentants et au Sénat seront très importantes pour le Québec. Et encore une fois sur ce plan, les Québécois seront peut-être surpris d'apprendre que 2008 marquera peu de changements dans la relation avec notre voisin du Sud. Le Québec perdra peut-être des alliés au Sénat et à la Chambre, comme Norm Coleman, John Sununu et Dave Reichert, mais les candidats, qui les remplaceront, adopteront des positions semblables aux leurs sur des enjeux qui nous sont chers, comme la sécurité à la frontière. Qui plus est, les républicains ne sont pas en bonne position pour reprendre le contrôle des deux Chambres du Congrès cette année. À moins d'événements politiques extraordinaires comme une nouvelles attaque terroriste ou une série de scandales, les démocrates ont donc d'excellentes chances de conserver les rênes du pouvoir législatif, avec des majorités accrues d'une dizaine de sièges à la Chambre, et de deux ou trois sièges au Sénat. Si cette victoire se concrétise, elle sera encourageante pour le parti de Barack Obama et d'Hillary Clinton, mais ne permettra pas aux démocrates de diriger les affaires du Congrès à leur guise. Par exemple, les règlements parlementaires du Sénat sont clairs sur un point : il faut réunir 60 voix au sein de cette chambre pour clore les débats sur les mesures législatives et passer au vote sur celles-ci. La minorité républicaine pourra donc recourir à des manœuvres dilatoires et obstructionnistes pour faire dérailler les projets démocrates. Cela lierait les mains d'une administration menée par Obama ou Clinton. Ainsi, il faut rester prudent devant les promesses faites par les candidats à la présidence : le Congrès pourrait, par exemple, faire dérailler un projet d'universalisation de l'assurance maladie et bloquer les tentatives de révision d'accords comme l'ALÉNA. Les relations entre le Congrès et le président seraient également conflictuelles advenant l'élection de John McCain et d'un Congrès démocrate. Chaque débat deviendrait une partie de bras de fer entre la Maison-Blanche et le Capitole, car McCain disposerait d'un droit de veto sur les projets démocrates, comme cela a été le cas concernant George W. Bush depuis la victoire démocrate aux élections de 2006. Les deux partis seraient

donc obligés de faire des compromis. Ainsi, compte tenu de la séparation des pouvoirs et du système des poids et contrepoids enchâssés dans la Constitution américaine, la politique nationale évolue lentement⁶⁰. C'est ce que voulaient les Pères fondateurs américains et l'élection de 2008 démontrera probablement encore une fois qu'il existe un fossé entre ce que les candidats à la présidence *souhaitent* et ce qu'ils *peuvent réellement faire* une fois à la Maison-Blanche. Le cas de Barack Obama est probablement celui qui révélerait le plus cet état de fait : le candidat prône le changement, mais la nature du système politique américain l'empêchera sans doute de réaliser plusieurs de ses rêves, au grand désarroi de ses partisans, qui voient en lui un politicien de type nouveau.

En dépit de cette réalité, dire que l'élection de 2008 ne changera absolument rien à la relation entre le Québec et les États-Unis serait exagéré, car le résultat de novembre risque, entre autres, de bouleverser la perception qu'ont les Québécois de la société américaine. À ce titre, les huit années de la présidence de George W. Bush se sont accompagnées d'une montée de l'antiaméricanisme au Québec. Comme l'expliquent Louis Balthazar et Charles-Philippe David, les attaques du 11 septembre 2001 ont « relancé le débat sur l'antiaméricanisme comme jamais depuis la guerre du Vietnam⁶¹ ». Au départ, les Québécois ont été nombreux à critiquer certaines politiques de George W. Bush, comme sa décision d'intervenir en Irak. Par exemple, en février 2003, plus de 150 000 personnes sont descendues dans les rues de Montréal pour demander à la Maison-Blanche de retenir ses missiles⁶². Le problème, toutefois, est que plusieurs Québécois ne font désormais plus la différence entre les politiques du gouvernement américain et la société américaine en général. C'est notamment le cas depuis la réélection de Bush en 2004, qui a apporté de l'eau au moulin de l'antiaméricanisme québécois. Dans un article sur l'antiaméricanisme au Québec, David Haglund cite notamment une

⁶⁰ Sandy Maisel, « Les élections législatives », *EjournalUSA*, [http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/1007/ijdf/maisel.htm].

⁶¹ Louis Balthazar et Charles-Philippe David, « Pourquoi les hait-on autant? », dans Charles-Philippe David (dir.), *Nous, antiaméricains? Les États-Unis et le monde*, Montréal : Les Cahiers Raoul-Dandurand, numéro 7, 2003.

⁶² Julie-Laura Perreault, « Près de 150 000 personnes bravent le froid dans Montréal la pacifiste », *La Presse*, 16 février 2003, p. A1.

enquête, menée par la *Presse* en 2004, dans laquelle on apprend que plus de 40 % de la population québécoise a une opinion défavorable des États-Unis⁶³.

Les commentaires antiaméricains et la tendance à ne signaler que les tares de la société américaine sont notamment répandus chez ceux et celles qui portent une attention régulière aux événements politiques et sociaux aux États-Unis. Nos salles de classe, familles, cercles d'amis et milieux de travail comptent tous des Québécois qui, comme ces lecteurs du blogue de Richard Hétu, correspondant du journal *La Presse*, affirment que les Américains aiment élire des gens peu éduqués⁶⁴, « sont racistes⁶⁵ » et hypocrites⁶⁶. D'autres n'hésitent pas à ridiculiser les valeurs, actions et opinions américaines, surtout quand celles-ci vont à l'encontre des valeurs *dites* québécoises. À ce titre, un autre lecteur du blogue de Hétu qualifiait de « ridicule » un phénomène qui, au Tennessee, consiste à vendre des plaques d'immatriculation sur lesquelles figure un slogan pro-vie⁶⁷. De tels commentaires démontrent qu'il est difficile pour certains d'accepter et d'apprécier le fait que les États-Unis soient parfois différents du Québec. L'éditorialiste de *La Presse* Mario Roy est plus catégorique dans son livre sur l'antiaméricanisme au Québec : à son avis, l'antiaméricanisme est « la seule forme de racisme non seulement permise, non seulement *politically correct*, mais entretenue, encouragée et stimulée par de puissants *establishments* : la grande industrie de la pensée, la haute bourgeoisie universitaire et la classe dominante médiatique⁶⁸ ».

⁶³ Voir David Haglund, « Does Quebec Have an 'Obsession Anti-Américaine'? », avril 2005, 13 p. : [<http://misc-icem.mcgill.ca/enpages/pdf/haglundseagramtext.pdf>]

⁶⁴ En octobre 2006, un lecteur du blogue de Richard Hétu écrit ceci : « C'est très intéressant cette histoire qui semble prouver l'hypothèse soulevée par votre confrère Michel C. Auger qui prétend qu'aux États-Unis mieux vaut n'avoir jamais rien écrit (style W. Bush) si l'on veut être élu ». Voir le blogue de Richard Hétu : [<http://blogues.cyberpresse.ca/hetu/?p=61027020>].

⁶⁵ En octobre 2006, un lecteur du blogue de Richard Hétu écrit ceci : « Il faut pas se leurer (*sic*), les américains sont racistes. Souvez-vous (*sic*) ce qu'avait dit Barbara Bush quand le Texas avait accueilli des sinistrés du Katrina, elle avait peur qu'ils restent. Et elle vous dira bien sûr qu'elle n'est pas raciste, d'ailleurs personne n'est raciste sauf les gend (*sic*) du KKK ». Voir le blogue de Richard Hétu : [http://www.cyberpresse.ca/forum_message/522t2351g83837i/CPBLOGUES13].

⁶⁶ En novembre 2006, un lecteur du blogue de Richard Hétu écrivait ceci à propos des Américains : « J'aimerais dire que les Américains sont les champions de l'hypocrisie, c'est-à-dire du mensonge — la sérénité n'est pas au rendez-vous. Avec cette nouvelle, leur réputation grandit ».

⁶⁷ Voir le blogue de Richard Hétu : [<http://www.cyberpresse.ca/article/20061201/CPBLOGUES13/61201160&blogdate=20061201&cacheid=20061201>]

⁶⁸ Mario Roy, *Pour en finir avec l'antiaméricanisme*, Montréal : Boréal, 1993.

L'élection de 2008 contribuera certainement à apaiser l'antiaméricanisme des dernières années, surtout si les démocrates gagnent la Maison-Blanche. Les Québécois ont le sentiment que des candidats comme Hillary Clinton et Barack Obama ont des valeurs plus proches des leurs que George W. Bush. John McCain est également plus modéré que Bush et son élection pourrait contribuer, dans une moindre mesure, à améliorer l'image des États-Unis au Québec. En somme, il semble donc que les élections de 2008 apaiseront le malaise des Québécois envers les États-Unis, et ce, peu importe la personne que les Américains choisiront pour gouverner la première superpuissance du monde.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

1. Monographies, chapitres de livres et articles spécialisés

ABRAMOWITZ, Alan (2004). « The Battle for Control of Congress », dans *Voice of the People: Elections and Voting in the United States*, Boston, McGraw-Hill.

ABRAMOWITZ, Alan I. et Jeffrey A. SEGAL (1992). *Senate Elections*. Ann Arbor, The University of Michigan Press.

ANSOLABEHERE, Stephen, James M. SNYDER Jr. et Charles STEWART III (2001). « Candidate Positioning in U.S. House Elections », *American Journal of Political Science* 45, p. 136-159.

BAUMGARTNER, Jody C. et Peter L. FRANCA (2008). *Conventional Wisdom and American Elections: Exploding Myths, Exploring Misconceptions*, Lanham, Rowman & Littlefield.

BERNIER, Gérald (2001). « L'élection présidentielle », dans ORBAN, Edmond et Michel FORTMANN (dir.), *Le système politique américain*, Presses de l'Université de Montréal, coll. Paramètres, p. 163-189.

BIBBY, John F. et Brian H. SCHAFFNER (2007). *Politics, Parties, and Elections in America*, 6^e édition, Belmont, Wadsworth.

BINDER, Sarah A. (2005). « Elections, Parties, and Governance », dans Paul J. QUIRK et Sarah A. BINDER (dir.), *The Legislative Branch*, Oxford, Oxford University Press, p. 148-170.

BRADY, David W. et John F. COGAN et Morris P. FIORINA (dir.) (2000). *Continuity and Change in House Elections*, Stanford, Stanford University Press.

BROCK, David et Paul WALDMAN (2008). *Free Ride: John McCain and the Media*, New York, Anchor Books.

CAMPBELL, James E (2000). *The American Campaign: U.S. Presidential Campaigns and the National Vote*, College Station, Texas A&M University Press.

_____ (1997). *The Presidential Pulse of Congressional Elections*, Lexington, University Press of Kentucky.

CONLEY, Patricia H. (2001). *Presidential Mandates: How Elections Shape the National Agenda*, Chicago, University of Chicago Press.

COOK, Timothy E (2005). *Governing with the News*, 2^e édition, Chicago, University of Chicago Press.

CORBO, Claude (2007). *Les États-Unis d'Amérique : Les institutions politiques*, 2^e édition, Sillery, Septentrion.

CRIGLER, Ann N., Marion R. JUST et Edward J. MCCAFFERY (2003). *Rethinking the Vote: The Politics and Prospects of American Election Reform*, Oxford, Oxford University Press.

DAVID, Charles-Philippe, (dir.) (2003). *Nous, antiaméricains? Les États-Unis et le monde*, Montréal : Les Cahiers Raoul-Dandurand, numéro 7.

DE BOEF, Suzanna et James A. STIMSON (2003). « The Dynamic Structure of Congressional Elections », *Journal of Politics* 55, p. 630-648.

DODD, Lawrence C. et Bruce I. OPPENHEIMER (2005). « Prologue: Perspectives on the 2004 Congressional Elections », dans Lawrence C. DODD et Bruce OPPENHEIMER (dir.), *Congress Reconsidered*, 8^e éd., Washington, CQ Press, p. xxi-xxx.

DOVER, E. D. (2006). *Images, Issues, and Attacks: Television Advertising by Incumbents and Challengers in Presidential Elections*, New York, Rowman & Littlefield.

DUBIN, Michael J. (1998). *United States Congressional Elections, 1788-1997: The Official Results of the Elections of the 1st Through 105th Congresses*. Jefferson, McFarland.

Elections in the United States (1999). New York, Capstone Press.

ERIKSON, Robert S. (1971). « The Advantage of Incumbency in Congressional Elections », *Polity* 3, p. 395-405.

ERIKSON, Robert S. et Gerald C. WRIGHT (2005). « Voters, Candidates, and Issues in Congressional Elections », dans Lawrence C. DODD et Bruce OPPENHEIMER (dir.), *Congress Reconsidered*, 8^e éd., Washington, CQ Press, p. 77-106.

FARNSWORTH, Stephen J. et S. Robert LICHTER (2007). *The Nightly News Nightmare: Television's Coverage of U.S Presidential Elections, 1988-2004*, 2^e édition, New York, Rowman & Littlefield.

_____ (2006). *The Mediated Presidency: Television News and Presidential Governance*, New York, Rowman & Littlefield.

FIFE, Brian L. et GERALYN M. MILLER (dir.) (2002). *Political Culture and Voting Systems in the United States: An Examination of the 2000 Presidential Election*, Westport, Praeger.

FRANZ, Michael M. (2008). *Choices and Changes: Interest Groups in the Electoral Process*, Philadelphie, Temple University Press.

FRANZ, Michael M. et al. (2007). *Campaign Advertising and American Democracy*, Philadelphie, Temple University Press.

GADDIE, Ronald Keith et Charles S. BULLOCK, III (2000). *Elections to Open Seats in the U.S. House. Where the Action is*, Lanham, Rowman & Littlefield.

GAGNON, Frédérick (dir.) (2006). *Le Congrès des États-Unis*, Québec : Presses de l'Université du Québec.

GRABER, Doris A. (2001). *Processing Politics: Learning from Television in the Internet Age*, Chicago, University of Chicago Press.

GRAFF, Garrett M. (2007). *The First Campaign: Globalization, the Web, and the Race for the White House*, Vancouver, Douglas & McIntyre.

GREEN, John C. et Paul S. HERRNSON (2003). *Responsible Partisanship? The Evolution of American Political Parties Since 1950*, Lawrence, University Press of Kansas, coll. Studies in Government and Public Policy.

GREGG, Gary L. (2008). *Securing Democracy: Why We Have an Electoral College*, Wilmington, Intercollegial Studies Institute.

GRONKE, Paul (2000). *The Electorate, the Campaign, and the Office: a Unified Approach to Senate and House Elections*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

HACKER, Kenneth L. (dir.) (1995). *Candidate Images in Presidential Elections*, Westport, Praeger, coll. Political Communication.

HAGLUND, David (2005), « Does Quebec Have an 'Obsession Anti-Américaine'? », 13 p. : [<http://misc-icem.mcgill.ca/enpages/pdf/haglundseagramtext.pdf>]

HALL Jamieson, Kathleen (1996). *Packaging the Presidency: A History and Criticism of Presidential Campaign Advertising*, 3^e édition, New York, Oxford University Press.

HERRNSON, Paul S. (2004). *Congressional Elections. Campaigning at Home and in Washington*, 4e éd., Washington, CQ Press.

HERRNSON, Paul S. (2005). « The Bipartisan Campaign Reform Act and Congressional Elections », dans Lawrence C. DODD et Bruce OPPENHEIMER (dir.), *Congress Reconsidered*, 8^e éd., Washington, CQ Press, p. 107-134.

HERRNSON, Paul S. (dir.) (2005). *Guide to Political Campaigns in America*, Washington, CQ Press.

HOWARD, Philip N. (2006). *New Media Campaigns and the Managed Citizen*, Cambridge, Cambridge University Press, coll. Communication, Society and Politics.

JACOBSON, Gary C. (2004). *The Politics of Congressional Elections*, 6e éd., New York, Longman.

JUST, Marion R. et al. (1996). *Crosstalk: Citizens, Candidates, and the Media in a Presidential Campaign*, Chicago, University of Chicago Press.

KRASNO, Jonathan S. (1994). *Challengers, Competition, and Reelection: Comparing Senate and House Elections*. New Haven, Yale University Press.

LAU, Richard R. et Gerald M. POMPER (2002). « Effectiveness of Negative Campaigning in U.S. Senate Elections », *American Journal of Political Science* 46, p. 47-66.

LAU, Richard R. et David P. REDLAWSK (2006). *How Voters Decide: Information Processing During Election Campaigns*, Cambridge, Cambridge University Press.

LIEBOVICH, Louis W. (2001). *The Press and the Modern Presidency: Myths and Mindsets from Kennedy to Election 2000*, 2^e édition, Westport, Praeger.

LOOMIS, Burdett A. (1998). « Congressional Elections: Roots of the Centrifugal Congress », dans *The Contemporary Congress*, 2e éd., New York, St. Martin's Press, p. 54-78.

MAISEL, L. Sandy et Mark D. BREWER (2008). *Parties and Elections in America: The Electoral Process*, 5^e édition, Lanham, Rowman & Littlefield.

MAISEL, L. Sandy, Darrell M. WEST et Brian M. CLIFTON (2007). *Evaluating Campaign Quality: Can the Electoral Process be Improved?*, Cambridge, Cambridge University Press.

MARK, David (2007). *Going Dirty: The Art of Negative Campaigning*, New York, Rowman & Littlefield.

Mayer, William G. (dir.) (2008). *The Making of the Presidential Candidates 2008*, New York, Rowman & Littlefield.

MINOW, Newton N. et Craig L. LAMAY (2008). *Inside the Presidential Debates: Their Improbable Past and Promising Future*, Chicago, University of Chicago Press.

NADER, Ralph (2002). *Crashing the Party*, New York, St. Martin's Press.

NIEMI, Richard et Laura WINSKY (1992). « The Persistence of Partisan Redistricting Effects in Congressional Elections in the 1970s and 1980s ». *Journal of Politics* 54, p. 563-572.

PANAGOPOULOS, Costas (dir.) (2007). *Rewiring Politics: Presidential Nominating Conventions in the Media Age*, Baton Rouge, Louisiana State University Press.

PFAU, Michael, Brian HOUSTON et Shane M. SEMMLER (2007). *Mediating the Vote: The Changing Media Landscape in U.S. Presidential Campaigns*, New York, Rowman & Littlefield.

POLSBY, Nelson W. et Aaron WILDAVSKY (2007). *Presidential Elections: Strategies and Structures of American Politics*, 12^e édition, New York, Rowman & Littlefield.

POPKIN, Samuel L. (1994). *The Reasoning Voter: Communication and Persuasion in Presidential Campaigns*, 2^e édition, Chicago, University of Chicago Press.

PREMONT, Karine (2006). *La télévision mène-t-elle le monde ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. Enjeux contemporains.

RAGSDALE, Lyn et Jerrold G. RUSK (1995). « Candidates, Issues, and Participation in Senate Elections », *Legislative Studies Quarterly* 20, p. 305-328.

ROBERTSON, Colin (2005), « Getting Noticed in Washington: The Hard Part of Canada's Job », *Policy Options*, p. 46-50.

ROY, Mario (1993), *Pour en finir avec l'antiaméricanisme*, Montréal : Boréal.

SALMORE, Barbara G. et Stephen A. SALMORE (dir.) (1989). *Candidates, Parties, and Campaigns: Electoral Politics in America*, 2^e édition, Washington D.C., CQ Press.

SCHANTZ, Harvey L. (dir.) (1996). *American Presidential Elections: Process, Policy, and Political Change*, Albany, State University of New York Press.

SKEWES, Elizabeth A. (2007). *Message Control: How News is Made on the Presidential Campaign Trail*, New York, Rowman & Littlefield.

SMITH, Steven S., Jason M. ROBERTS, and Ryan J. VANDER WIELEN (2006). « Congressional Elections and Policy Alignments », dans *The American Congress*, 4e éd., Cambridge, Cambridge University Press, p. 53-89.

TENPAS, Kathryn Dunn (2003). *Presidents as Candidates: Inside the White House for the Presidential Campaign*, New York, Garland Publishing.

The Oxford Essential Guide to the U.S. Government, New York, Berkley Books, 2000.

VALLET, Élisabeth et David GRONDIN (2004). *Les élections présidentielles américaines*, Québec, Presses de l'Université du Québec, coll. Enjeux contemporains.

WATERMAN, Richard W., Robert WRIGHT et Gilbert St.CLAIR (1999). *The Image-Is-Everything Presidency: Dilemmas in American Leadership*, Boulder, Westview Press.

WEST, Darrell M. (2005). *Air Wars: Television Advertising in Election Campaigns, 1952-2004*, 4^e édition, Washington, D.C., CQ Press.

WESTLYE, Mark C. (1991). *Senate Elections and Campaign Intensity*, Baltimore, The Johns Hopkins University Press.

2. Revues spécialisées

American Journal of Political Science, [<http://www.blackwell-synergy.com/loi/ajps>]

American Political Science Review, [http://www.apsanet.org/section_327.cfm]

Columbia Journalism Review, [http://www.cjr.org/campaign_desk/]

Congressional Quarterly, [<http://www.cq.com/corp/corplogin.do>]

Foreign Policy, [<http://www.foreignaffairs.org/special/campaign2008>]

Harvard International Journal of Press/Politics, [<http://hij.sagepub.com/>]

National Journal, [<http://nationaljournal.com/>]

Political Communication, [<http://www.tandf.co.uk/journals/titles/10584609.asp>]

Political Science Quarterly, [<http://www.psqonline.org/>]

Presidential Studies Quarterly,
[<http://www.blackwellpublishing.com/journal.asp?ref=0360-4918&site=1>]

The Washington Quarterly, [<http://www.twq.com/>]

3. Sites Internet

Annenberg Politics FactCheck, *Holding Politicians Accountable*,
[<http://www.factcheck.org>]

Brookings Institution, *Elections*, [<http://www.brookings.edu/topics/elections.aspx>]

Center for Public Integrity, [<http://www.publicintegrity.org/default.aspx>]

CÉRIUM, Université de Montréal, [http://cepea.cerium.ca/article.php3?id_article=453]

Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, *Présidentielles 2008*,
[http://www.dandurand.uqam.ca/fr/us/congres2006/congres_usa_2008.htm]

Council on Foreign Relations, *Campaign 2008*, [<http://www.cfr.org/campaign2008>]

Electoral Vote Predictor, [<http://www.electoral-vote.com>]

Federal Commission Election, *Presidential Campaign Finance*,
[<http://www.fec.gov/DisclosureSearch/mapApp.do>]

Keele University, School of Politics, International Relations and Philosophy, *The Keele Guide to Elections and Electoral Systems in the United States*,
[<http://www.keele.ac.uk/dpts/por/usbase.elections.htm>]

Larry J. Sabato's Crystal Ball, [<http://www.centerforpolitics.org/crystalball/>]

Ministère des Relations internationales du Québec, [<http://www.mri.gouv.qc.ca/en/index.asp>]

Museum of Broadcast Communications, *The History of Televised Presidential Debates*,
[<http://www.museum.tv/debateweb/html/greatdebate/index.htm>]

Museum of Moving Image, *The Living Room Candidate: Presidential Campaign Commercials, 1952-2004*, [<http://livingroomcandidate.movingimage.us>]

National Journal, [<http://nationaljournal.com/>]
OnTheIssues.org, [<http://www.issues2000.org/default.htm>]

OpenSecrets.org, *2008 Presidential Fundraising*,
[<http://www.opensecrets.org/pres08/index.asp?cycle=2008>]

Pew Forum on Religion and Politics, *Religion and Politics 2008*,
[<http://pewforum.org/religion08/?gclid=CInl8sWEyowCFQ3bQAodZByggq>]

Pew Research Center for the People and the Press, [<http://people-press.org>]

PollingReport.com, *Elections 2008*, [<http://www.pollingreport.com/2008.htm>]

CQ Press/St.Petersburg Times, *PolitiFact.com*, [<http://www.politifact.com/truth-o-meter/statements/>]

Presidential Polls, [<http://www.usaelectionpolls.com/>]

Rasmussen Reports, [<http://www.rasmussenreports.com>]

RealClearPolitics, *Elections 2008*,
[http://www.realclearpolitics.com/topic/?topic=election_2008]

Swing State Project, [<http://www.swingstateproject.com/frontPage.do>]

U.S. Department of State, *Guide to the 2008 Elections*,
[<http://usinfo.state.gov/politics/elections>]

The Cook Political Report, [<http://www.cookpolitical.com/>]

The Long Campaign: U.S. Elections 2008 (page du département d'État sur les élections de 2008),
[<http://usinfo.state.gov/journals/itdhr/1007/ijde/ijde1007.htm>]

The Rothenberg Political Report, [<http://www.rothenbergpoliticalreport.blogspot.com/>]

The Washington Post, section *In Congress*, [<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/politics/congress/index.html>]

USA Today, *Presidential Nomination Poll Tracker*,
[<http://www.usatoday.com/news/politics/election2008/poll-tracker.htm>]

4. Blogs

Drudge Report 2008, [<http://www.drudgereport.com/>]

Huffington Post, [<http://www.huffingtonpost.com>]

L'Actualité, *Présidentielle 2008*, [<http://blogues.lactualite.com/presidentielle2008/>]

Oval Office 2008, [<http://www.ovaloffice2008.com>]

Richard Hétu, [<http://blogues.cyberpresse.ca/hetu/>]

Talking Points Memo, [<http://talkingpointsmemo.com/>]

5. Médias

ABC, *Vote 2008*, [<http://abcnews.go.com/Politics/Vote2008/page?id=3393725>]

BBC News, *Vote USA 2008*,
[http://news.bbc.co.uk/2/hi/in_depth/americas/2008/vote_usa_2008/default.stm]

CBS, *Pure Horserace*,
[<http://www.cbsnews.com/sections/politics/purehorserace/main501823.shtml>]

CNN, *Election Center 2008*, [<http://edition.cnn.com/ELECTION/2008/>]

C-SPAN, *Road to the White House 2008*,
[http://www.cspan.org/homepage.asp?Cat=Series&Code=RWH&ShowVidNum=6&Rot_Cat_CD=RWH&Rot_HT=205&Rot_WD]

Cyberpresse et La Presse, *Présidentielle américaine*,
[<http://www.cyberpresse.ca/section/CPMONDE01>]

Fox News, *You Decide 2008*,
[<http://www.foxnews.com/politics/youdecide2008/index.html>]

Libération, *Les élections américaines*,
[<http://www.liberation.fr/actualite/monde/electionamericaine/>]

Los Angeles Times, *Campaign '08 – Top of the Ticket*,
[<http://www.latimes.com/news/politics/?track=leftnav-politics>]

New York Times, *Campaign 2008*,
[<http://www.nytimes.com/pages/politics/index.html?adxnnl=1&adxnnlx=1181218797-wa3AIDkYfWPgRktKNIOhag>]
[<http://politics.nytimes.com/election-guide/2008/index.html>]

Politico, *Campaign 2008*, [<http://www.politico.com/politics08>]

Radio-Canada, *Les présidentielles américaines 2008*,
[<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/animations/2007/AFP/USAElecPrimaryFR0401/>]
[<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/International/2008/01/04/007-presidentielle-eu-index.shtml>]

Roll Call, [<http://www.rollcall.com/>]

The Guardian, *US Elections 2008*, [<http://www.guardian.co.uk/uselections08/0,,2014926,00.html>]

The Hill, *Campaign 2008*, [<http://thehill.com/campaign-2008/>]

USA Today, *Campaign 2008*, [<http://www.usatoday.com/news/politics/default.htm>]

Washington Post, *2008 Presidential Candidates*,
[<http://projects.washingtonpost.com/2008-presidential-candidates/?hpid=specialreports>]